

**LE MINISTRE DU
COMMERCE
INAUGURE
L'HYPERMARCHÉ
UNO À BOUIRA**

Page 6



CEVITAL POURSUIT SES RÉALISATIONS

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTÉ

UNE FORMATION EST
DISPENSÉE PAR LES
AMÉRICAINS AUX DOUANES
ALGÉRIENNES

**Comment détecter
un faux passeport**

Page 4

LA COCAÏNE TRAVERSE
L'AFRIQUE POUR GAGNER
L'EUROPE

**Un couloir nommé
Afrique de l'Ouest**

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - TEL. : (021) 30 78 47/48/49 (LIGNES GROUPÉES) -
FAX : (021) 30 78 70 - N° 5793 MERCREDI 14 SEPTEMBRE 2011 ALGÉRIE 10 DA - FRANCE 1 € - GB 1£ 20 - ISSN 1111- 4290



LE CNT CONFIRME QUE LA CHARIA SERA LA SEULE SOURCE DU POUVOIR **LA LIBYE SE DIRIGE VERS UN ÉTAT ISLAMIQUE**

Page 3



GRÈVE GÉNÉRALE ET ROUTES FERMÉES
APRÈS LA BAVURE MILITAIRE

FREHA NE DÉCOLÈRE PAS

Page 2

APRÈS LA
SANCTION DU
HUIS CLOS
POUR LES
DEUX ÉQUIPES

LA JSK ET LE MCA CRITIQUENT LA LFP

Page 19

SUPPLÉMENT
ÉCONOMIE

REFUS
DES FONDS
SOUVERAINS

Pages 7, 8, 9,
10, 11, 14 et 15

UNE GESTION FRILEUSE DES RÉSERVES DE CHANGES

SE RÉFÉRANT À LA NOUVELLE LOI SUR LES PARTIS

Abou Djerra Soltani écarte le retour de l'ex-FIS

Abou Djerra Soltani accueille avec enthousiasme la nouvelle loi sur les partis, laquelle ne permet logiquement pas la réhabilitation de ce parti, tant elle interdit l'agrément d'un nouveau parti sous la même dénomination ou sigles déjà portés par ce parti.

Les réactions des partis politiques ne se font pas attendre, notamment par rapport aux nouvelles lois adoptées par le dernier Conseil des ministres. C'est le cas de la formation de Abou Djerra Soltani qui s'est exprimé hier, en marge de l'installation de la commission nationale des élections de son parti.

Fidèle à son "entrisme" politique, le président du Mouvement pour la société et la paix, (MSP) s'est montré plutôt "docile" pour applaudir les engagements du chef de l'État et (son) Exécutif, pris à travers l'adoption des nouvelles lois (la loi sur l'information, la loi des associations, la loi sur les partis, la loi sur les finances 2012, et la loi sur le règlement budgétaire). Ceci, quand bien même il aurait souhaité que la révision des lois sus-citées, devraient "naturellement" être précédées par la révision de la loi fondamentale du pays.

"NOUS AVONS SOUHAITÉ LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION AVANT LES LOIS"

"Naturellement, les réformes devraient concerner d'abord la révision de la macro-institution et non pas la micro ; c'est-à-dire qu'il fallait commencer par la



Abou Djerra Soltani, hier, au siège de son parti.

révision la Constitution avant celle des lois, quoiqu'elles soient aussi importantes", a regretté M. Abou Djerra, même s'il se dit, par ailleurs, "soulagé"

du fait que les revendications-phare de son parti, exposées à la commission Bensalah, sont "satisfaites".

Il trouvera, toutefois, sa consolation dans le calendrier fixé par le chef de l'État, et qui prévoit le lancement du chantier de la révision de la Constitution dès l'élection, en 2012, de la future Assemblée nationale populaire. Cette dernière devrait, selon son souhait, ouvrir sa première session par l'élaboration du "brouillon" de la future Constitution, avant sa soumission à un référendum populaire.

À ce titre, M. Abou Djerra ne manquera pas l'occasion pour émettre d'ores et déjà sa revendication concernant la nécessité de préserver l'article 178 de la présente Constitution. Cet article qu'il qualifie d'"intouchable" porte sur l'identité algérienne.

Interrogé, par ailleurs, sur l'éventualité d'un retour de l'ex-FIS dissous, dans le cadre de la nouvelle loi sur les partis qui vient d'être adoptée par le gouvernement, le chef du parti islamiste puise, justement, sa réponse dans cette même loi, laquelle, explique-t-il, ne permet logiquement pas la réhabilitation de ce parti, tant elle interdit l'agrément d'un nouveau parti sous la même nomination ou sigles déjà portés par ce parti. Aussi, enchaîne-t-il, la même loi est conçue pour

barrer la route devant tous les membres fondateurs et/ou (ex)-militants du parti islamiste dissous, ou tous les autres acteurs impliqués dans la tragédie nationale des années 1990. Toutefois, précise M. Abou Djerra, des militants ce parti, (ayant encore les mains propres), peuvent naturellement rejoindre d'autres formations ou encore prétendre à créer un nouveau parti, mais qui portera une nouvelle dénomination. C'est dire que la nouvelle loi sur les partis reprend, en quelque sorte, la même disposition comportée dans la Charte pour la réconciliation nationale. Sur un autre plan, le président du MSP ne manque pas d'émettre des réserves sur certains articles cités dans les nouvelles lois, notamment l'article de la loi électorale prévoyant l'intervention des commis de l'État, (le ministre de l'Intérieur et les walis), pour, entre autres, exiger la "prolongation" des journées de scrutin.

M. Abou Djerra revendique carrément la "suppression" de cet article. Appelant à éviter tout monopole de l'administration, il réclame en outre la révision de la composition des prochains bureaux de vote en exigeant d'introduire l'"empreinte" de la justice, à travers la désignation des représentants de l'institution judiciaire.

FARID ABDELADIM

GRÈVE GÉNÉRALE ET ROUTES FERMÉES APRÈS LA BAVURE MILITAIRE

Fréha ne décolère pas

Il était 10h hier et la ville de Fréha était quasiment inaccessible via la route principale. Sur la RN12, une foule composée essentiellement de jeunes adolescents avançait en mettant chaque 200 mètres le feu à des pneus tirés des abords de la route puis aspergés d'essence. La colère se lisait sur tous les visages croisés sur cette route. Plus vive encore est celle qui a gagné les visages retrouvés au centre de Fréha, où régnait hier encore une ambiance électrique.

Après un long détour par une route secondaire poussiéreuse mais largement préférable à l'odeur et la dense fumée dégagée par les pneus en flammes sur la RN12, l'on gagne enfin, à 11h, le centre-ville de Fréha. Aucun magasin n'a levé rideau. Seul un libraire écoulait ses derniers exemplaires de journaux devant son magasin fermé. Une foule compacte est présente sur la place principale de la ville.

Les traits tirés, les habitants attendent. Une marche était prévue dans la matinée, mais l'organisation fait visiblement défaut. Toutes les discussions portent toujours sur le drame de dimanche soir. "Le drame ne touche pas seulement la famille Kaci, mais le tout-Fréha, personne n'est à l'abri d'une sauvagerie pareille", fulmine un homme, la cinquantaine. Son compagnon rétorque, voix élevée, s'adressant à tout un groupe de gens en même temps : "Qu'ils partent ! Nous ne voulons pas d'une caserne de parachutistes en plein milieu d'habitations. Si c'est contre le terrorisme qu'ils veulent lutter, qu'ils s'installent aux abords des maquis, mais ici, c'est nous qu'ils tuent, nous voulons le départ de la caserne."

Deux hélicoptères bariolés de l'ANP survolent Fréha à très basse altitude. Tout le monde les suit du regard. L'on voit jusqu'aux roquettes dont ils sont équipés. Ils atterrissent dans l'enceinte de la caserne puis redécollent l'un derrière l'autre.

Les spéculations vont bon train. La marche n'aura finalement pas lieu en l'absence de la famille concernée. Un cousin de la victime se propose de nous conduire au domicile familial des Kaci. Devant l'entrée principale de la caserne, des parachutistes, des policiers en faction



Les habitants de Fréha ont bloqué hier la RN12.

réglementent la circulation. Des traces de pneus brûlés sont toujours visibles par terre. La veille, après l'enterrement de la victime de la bavure militaire, Kaci Zahia, les habitants de Fréha en colère avaient assiégé, jusqu'à une heure tardive de la soirée, la caserne qu'ils ont prise d'assaut à coups de pierres et autres projectiles. Les militaires n'avaient pas réagi, nous précise-t-on sur place.

Derrière la caserne, les traces de sang de Zahia étaient toujours visibles, bien qu'une main invisible ait visiblement tenté de les dissimuler à l'aide de la terre. De cet endroit précis, l'on aperçoit, sur une distance d'environ 80 à 100 mètres, les quatre postes de surveillance de la caserne et aussi tout le chemin emprunté par les trois femmes qui ont fait l'objet des tirs de rafales. Ce chemin étant oblique par rapport à la clôture de la caserne, la quatrième guérite d'où aurait été tirée la multitude de rafales était la

plus loin par rapport à l'endroit où se trouvaient les victimes. Plus loin encore, à environ 200 mètres de la caserne, un mur d'une vieille et inhabitée bâtisse garde des impacts de balles. "Les militaires ont poursuivi les deux rescapées jusqu'ici", témoignent les habitants.

Une dizaine de mètres encore plus bas, se trouvent les modestes habitations des Kaci. "Ouardia et Baya sont absentes, elles étaient convoquées ce matin pour les besoins de l'enquête", nous informe leur jeune cousin qui ne s'empêche pas de raconter ce qu'il avait, lui aussi, vécu la nuit du dimanche. "J'étais au centre-ville lorsqu'on m'avait appelé pour me parler du drame, et en arrivant ici devant la maison, je trouve plus d'une dizaine de militaires qui quadrillaient toute cette zone. J'ai essayé de m'informer auprès d'eux et c'était là qu'un d'entre eux m'assène un coup de crosse avec son arme sur ma poitrine", témoigne-t-il.

SAMIR LESLOUS

À CAUSE DU TRANSFERT DES ÉLÈVES D'UN CEM VERS UNE ÉCOLE PRIMAIRE DES PARENTS D'ÉLÈVES ONT FERMÉ LA ROUTE À ROUBA

●● Le transfert des élèves du CEM Ibn-Rabie sis au centre-ville de Rouiba vers l'école primaire Ishak, située à la sortie ouest de la même ville, a soulevé, avant-hier, dans l'après-midi, la colère et l'indignation des parents d'élèves. Après un rassemblement devant l'école primaire, les parents d'élèves, qui n'ont pas trouvé d'autres moyens pour exprimer leur colère et faire entendre leurs doléances, ont procédé à la fermeture durant plusieurs heures de la route menant vers l'auto-route d'Alger, causant ainsi un encombrement monstre. Il a fallu l'arrivée de la police locale pour que la tension baisse. Le P/APC de Rouiba, Merzouk Lakrouz, a usé de toute sa diplomatie pour calmer les parents d'élèves. "Comme vous le voyez, on a démolé le CEM Ibn-Rabie qui est construit en préfabriqué pour reconstruire un autre en dur. Les élèves de ce CEM ont été transférés dans cette école primaire provisoirement. Mais cela n'a pas été du goût des parents d'élèves", nous a-t-il déclaré.

NACER ZERROUKI

LE CNT CONFIRME QUE LA CHARIA SERA LA SEULE SOURCE DU POUVOIR

La Libye se dirige vers un État islamique

Comme annoncé déjà par Liberté dans une précédente édition, sur la base d'un document du CNT libyen traçant les grandes lignes de la future Constitution, le président de cette instance intérimaire a confirmé lundi à Tripoli que "l'islam serait la principale source de la législation".

Si Kadhafi utilisait l'islam à des fins politiques pour asseoir son pouvoir, à travers ses nombreux prêches dans les mosquées, Moustapha Abdeljalil, le nouvel homme fort de Tripoli, veut diriger la Libye vers une république islamique, même s'il affirme rejeter toute "idéologie extrémiste".

Il a, en effet, annoncé lundi que l'islam serait la principale source de législation dans la nouvelle Libye, soulevant certaines appréhensions à l'image de celle de la Norvège, dont le représentant à l'ONU n'a pas caché ses craintes. "Nous avons reçu des ébauches de la nouvelle Constitution libyenne. Nous comprenons qu'elles sont préliminaires et provisoires, mais elles ne respectent pas les changements modernes selon lesquels la vie politique" ne concerne pas que les hommes, a déclaré l'ambassadeur de Norvège à l'ONU, Morten Wetland.

Dans le même ordre d'idées, le conseiller du secrétaire général de l'ONU pour la Libye Ian Martin avait expliqué vendredi dernier qu'il avait fait part de l'inquiétude de l'ONU auprès du CNT tandis que plusieurs pays ont exprimé leurs réserves à propos des versions préliminaires de la future nouvelle Constitution.

Devant des milliers de Libyens réunis sur la place des Martyrs à Tripoli, au surlendemain de son arrivée dans la capitale, qu'il visite pour la première fois depuis le



Moustapha Abdeljalil confirme que "la charia est la source principale de la législation".

début du soulèvement contre le régime de Mouammar Kadhafi le 17 février dernier, Moustapha Abdeljalil a affirmé que "l'islam sera la principale source de la législation" dans la nouvelle Libye, avant d'ajouter : "Nous n'accepterons aucune idéologie extrémiste de droite ou de gauche. Nous sommes un peuple musulman, à l'islam modéré et nous allons rester sur cette voie". "Vous serez avec nous contre toute personne qui

chercherait à voler notre révolution", a-t-il lancé à l'adresse de l'assistance. "Nous devons instaurer un État de droit et de prospérité dans lequel la charia est la principale source réglementaire, ce qui exige de nombreuses conditions", a-t-il également souligné.

Pour rappel, la société libyenne est conservatrice et religieuse, et les islamistes, en particulier les Frères musulmans, qui ont, selon les analystes, une véritable assise

populaire, ont joué un rôle de premier plan dans la révolte contre Kadhafi. Par ailleurs, Amnesty International a accusé dans un rapport publié hier l'ancien régime de Mouammar Kadhafi de crimes contre l'humanité, tout en pointant aussi du doigt des abus commis par des combattants proches du Conseil national de transition (CNT), qui pourraient constituer des crimes de guerre.

Alors que le conflit n'est pas complètement fini avec Mouammar Kadhafi toujours en fuite et que ses hommes tentent de défendre ses derniers bastions, Amnesty International a dénoncé

la tendance du CNT à minimiser les crimes de certains de ses partisans. Des combattants du CNT "ont enlevé, détenu arbitrairement, torturé et tué d'anciens membres des forces de sécurité soupçonnés de loyauté envers Kadhafi, et capturé des soldats et des étrangers soupçonnés à tort d'être des mercenaires", affirme l'organisation. Entre-temps, Mouammar Kadhafi, toujours combattif, a affirmé n'avoir d'autre choix que de lutter "jusqu'à la victoire", dans un message lu lundi sur Arraï. Selon le directeur de cette chaîne basée à Damas, Kadhafi n'a pas quitté la Libye.

MERZAK TIGRINE

L'ÉDITO

PAR MOUNIR B.

Les masques sont tombés

Ça y est. C'est dit. "L'islam sera la principale source de législation en Libye." Cette annonce du CNT confirme les craintes de la communauté internationale sur le devenir démocratique d'une Libye qui bascule en émirat.

Le CNT a choisi son modèle et on hésite encore à choisir entre l'Afghanistan ou le Pakistan. Ce qui est pour les plus lucides, la même chose. Après avoir été présentés comme l'alternative démocratique à Kadhafi, une sorte de "combattants de la liberté" version maghrébine, les nouveaux dirigeants libyens sont revenus, tranquillement, au projet de société qu'ils préparaient et qu'ils ont proposé aux Libyens. "La charia islamique" sera le socle de leur législation et de leur Constitution. Un slogan déjà entendu ailleurs (l'ex-FIS en a fait un programme politique en Algérie) et qui doit faire méditer l'ONU et les puissances occidentales sur le chèque en blanc politique signé en faveur du CNT.

C'est Moustapha Abouljalil, ex-ministre de la Justice de Kadhafi et ancien signataire des billets d'écrou des opposants libyens qui l'a annoncé. Abouljalil qui, pour ceux qui ne connaissent pas, est un habitué des rapports d'Amnesty International sur les cas de torture en Libye. Cette annonce est une confirmation. Pour les libertés, individuelles ou collectives, pour le statut de la femme libyenne ou pour le respect des droits de l'Homme, il faudra dorénavant contacter BHL dans son arrondissement chic de Paris. À force d'avoir survendu le CNT au président Sarkozy ou à Israël, c'est Paris qui se retrouve piégé avec la pire équation géopolitique qui soit. Un État islamique à 3 heures de vol de Paris. Ce qui contredit la doctrine diplomatique française au Maghreb depuis l'avènement de la droite française au pouvoir.

Que faire maintenant que les masques sont tombés ? Ben, il faut assumer les conséquences. Bombardé de critiques, Alger avait prévenu les plus téméraires de la véritable nature du nouveau pouvoir libyen. Paris a beau minimisé le flux des armes, la force d'Aqmi au Sahel ou les dérives racistes du CNT contre les Touareg et les Noirs de Libye, rien n'y fait. L'obsession libyenne de l'Élysée a accouché d'un monstre qui va s'émanciper doucement de la tutelle occidentale. L'ONU commence à s'en convaincre en invoquant le fait que "la nouvelle Constitution libyenne ne respecte pas les changements modernes". Washington aussi réalise le borbier islamiste qui est en train de s'agrandir en se disant : "Ému du sort des migrants et réfugiés d'Afrique noire en Libye."

Voilà, maintenant, que le CNT a annoncé la couleur, il n'y a qu'à trouver où mettre les concepts de démocratie, des libertés et de laïcité dans un dépôt de Tripoli sous la surveillance zélée d'Abdelkader Benhaj, le qaidiste du CNT. Car, c'est la Libye qui va traverser une époque d'obscurantisme terrible. Mais à l'Otan, où on sait relativiser, on doit penser comme l'a écrit un internaute français : "Qu'il soit islamique, démocratique, laïc, totalitaire, le pétrole a le même pouvoir de combustion pour faire avancer nos bagnoles."

M. B.

ABDELKADER MESSAHEL

"L'Algérie est un pays qui a des traditions en diplomatie"

Revenant sur les derniers développements intervenus de par le monde et en Afrique notamment, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a souligné que l'Algérie est un pays qui a des traditions en diplomatie et dont l'approche est "écoutée".

"La diplomatie algérienne ne se fait pas dans le spectaculaire. Alger demeure une capitale visitée par des émissaires de différentes nationalités dans le cadre de la crise libyenne. Nous sommes un pays qui a des traditions en diplomatie et dont l'approche est écoutée", a affirmé M. Messahel, lundi, dans l'émission "Question d'actu" de Canal-Algérie de la Télévision algérienne, dont il était l'invité. Interrogé sur "les attaques menées par des médias contre l'Algérie" par rapport à sa position sur la crise libyenne, Abdelkader Messahel a précisé que "le monde a beaucoup changé, mais l'Algérie a pu s'adapter grâce aux orientations du président de la République", mettant l'accent sur "des approches répondant aux intérêts supérieurs de l'Algérie, à sa position géostratégique et à ses capacités de tout ordre".

Dans le même ordre d'idées, le ministre délégué dira que des parties du Conseil national libyen de transition (CNT) d'un côté et les pro-Kadhafi d'un autre côté, avaient tenté d'"impliquer" l'Algérie et en faire un "enjeu de leur politique intérieure", faisant observer en revanche que l'Algérie a pris une "part importante" dans l'architecture de la feuille de route de l'Union africaine de manière à privilégier le choix du processus de la paix à celui de la guerre.

À ce propos, il a expliqué qu'il n'est pas des traditions de l'Algérie de reconnaître des régimes, mais des États et des gouvernements, d'autant plus que le CNT a défini dernièrement un échancier basé sur

trois étapes majeures pour revenir à la normale, dont la première doit répondre au standard universel, celui de la gouvernance. M. Messahel soulignera que "la diplomatie, c'est l'art de la discrétion et de l'efficacité", et fera savoir que les contacts avec les "nouvelles autorités libyennes étaient établis depuis le mois de mars dernier et les passerelles existaient toujours entre les deux pays". Quant aux conséquences de la crise libyenne dans la région du Sahel, notamment la prolifération d'armes, le ministre a assuré que "les nouvelles autorités libyennes font de la sécurité une question primordiale", appelant ainsi à prendre en charge le problème du retour des travailleurs en Libye. Dans le même sillage, le ministre a indiqué que l'un des résultats de la récente Conférence internationale d'Alger sur le partenariat, la sécurité et le développement a abouti à une prise de conscience pour éloigner les menaces induites entre autres par la crise libyenne dans la région du Sahel. Il ajoutera que "nous devons travailler ensemble pour juguler les nouvelles menaces, à savoir la jonction entre le crime organisé et le terrorisme auxquels s'ajoutent la circulation d'armes et le retour des travailleurs".

Affirmant que la Conférence d'Alger, qui a réuni 38 pays avec des experts dans la sécurité et le renseignement ainsi que le système des Nations unies et les organisations partenaires, a atteint ses objectifs, Abdelkader Messahel indiquera que "l'objectif recherché est notamment d'établir un dialogue avec nos partenaires, impliqué de manière directe ou indirecte dans les politiques mises en place pour amener la paix et la sécurité dans la région" car, selon lui, il ne peut y avoir de sécurité sans développement et de développement sans sécurité.

M. T./AGENCES

UNE FORMATION EST DISPENSÉE PAR LES AMÉRICAINS AUX DOUANES ALGÉRIENNES

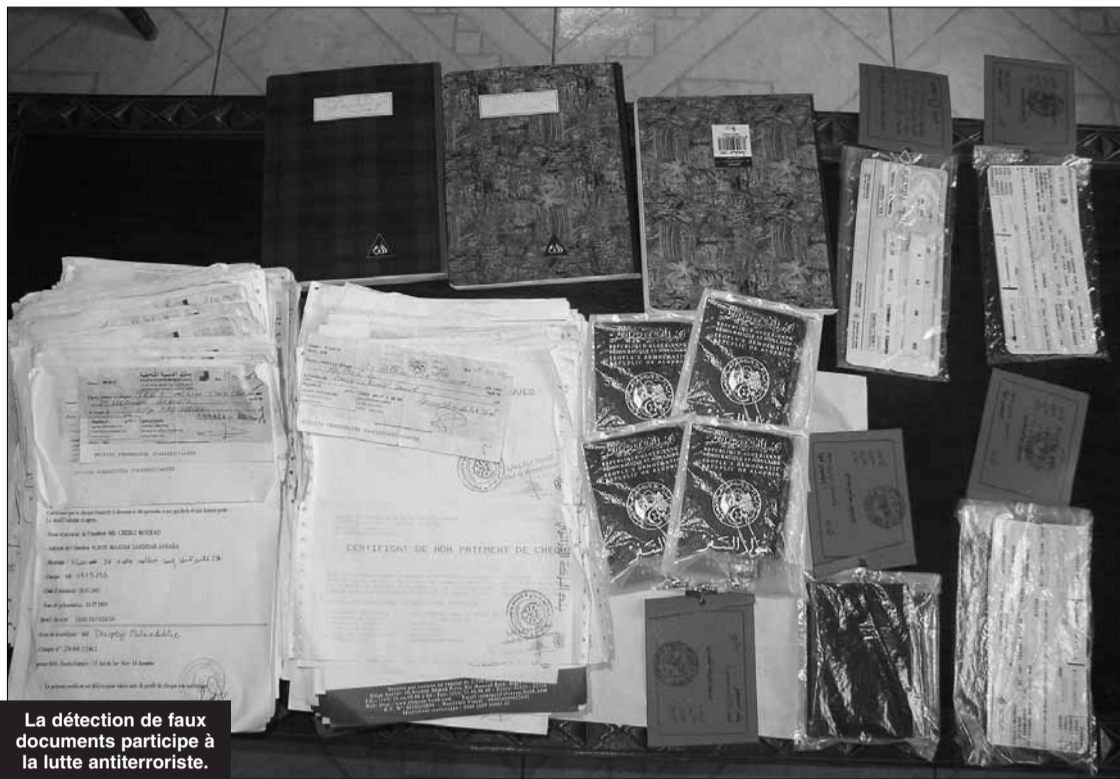
Comment détecter un faux passeport

“Les États-Unis sont très honorés de coopérer avec l'Algérie par l'intermédiaire du programme ATA avec les braves hommes et femmes des forces de sécurité algériennes”, souligne l'ambassade US à Alger.

La détection de faux documents de voyage et leur exploitation dans les enquêtes criminelles, deux axes majeurs de techniques d'assistance de lutte contre le terrorisme et le crime transfrontalier, sont à la portée des inspecteurs des Douanes algériennes qui pourront aisément opérer aux postes frontaliers, tant terrestres, portuaires qu'aéroportuaires.

C'est ainsi que dans le cadre des échanges d'expertise entre les États-Unis d'Amérique et l'Algérie sur la détection des faux documents de voyage et s'appuyant sur le programme d'assistance antiterroriste (ATA), une formation spécialisée de quatre jours sur “la détection des faux documents de voyage” a été dispensée, du 11 au 14 septembre à l'École de formation, de fonctionnement et de recyclage de Ben Aknoun, au profit de 24 inspecteurs des Douanes algériennes par deux experts américains, en l'occurrence Charles Eggleston et Craig Barlow.

Selon un communiqué rendu public par l'ambassade US à Alger, cette formation, qui coïncide par ailleurs avec les événements du 11 Septembre 2001, sera suivie par d'autres programmes aux fins de former les agents douaniers aux techniques modernes de lutte contre les faux documents aux-



La détection de faux documents participe à la lutte antiterroriste.

quels recourent les criminels recherchés dans le monde. Créé en 1983 sur autorisation du Congrès pour lutter contre le terrorisme international, le programme ATA, explique la même source, “est géré par le Bureau de la sécurité diplomatique

relevant du département d'État américain”. Comme il a déjà porté ses fruits dans le monde, sachant qu'il a permis “de former des dizaines de milliers d'agents de sécurité dans plus de 112 pays”, souligne-t-on. “Le programme de formation ATA est un véhicu-

le d'échange d'expertise et de ressources importantes avec l'Algérie, qui souffre des atrocités terroristes depuis 1991. Il offre un cadre dynamique aux États-Unis pour bénéficier de la contribution significative de l'Algérie à la lutte contre l'extrémisme violent tout en partageant les

stratégies efficaces de sécurité qui ont été développées et mises en œuvre aux États-Unis”. C'est dire l'importance des modules dispensés et les expertises transmises aux Algériens appelés à se mettre à la page afin de juguler le phénomène de migration des personnes recherchées à travers le monde, mais surtout dans les zones où Al-Qaïda peut frapper à n'importe quel moment. Selon le même document, ATA a dirigé, entre 2000 et 2005, des formations à Alger et aux États-Unis au profit de 322 inspecteurs pour un montant global de 2,5 million de dollars. Suite à quoi, et après le succès des précédentes formations, les USA ont renouvelé ce partenariat en 2010.

“Les États-Unis sont très honorés de coopérer avec l'Algérie par l'intermédiaire du programme ATA avec les braves hommes et femmes des forces de sécurité algériennes. L'Algérie demeure un partenaire essentiel pleinement engagé dans la guerre contre le terrorisme. Elle est à la pointe de la lutte contre la criminalité transnationale. Étant confrontés à des défis communs, les États-Unis et l'Algérie peuvent grandement bénéficier d'un échange de méthodologie, des leçons apprises et des meilleures pratiques dans le domaine de la détection des faux documents de voyage”, souligne encore l'ambassade US à Alger.

FARID BELGACEM

LA COCAÏNE TRAVERSE L'AFRIQUE POUR GAGNER L'EUROPE Un couloir nommé Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest, le Sahel et l'Afrique du Nord sont devenus le lieu de passage privilégié des cartels de cocaïne d'Amérique latine.

Le chercheur, Alain Antil, de l'Institut français des relations internationales (Ifri), était hier l'invité du Centre de recherche stratégique et sécuritaire (CRSS), pour faire part des résultats de ses recherches sur le sujet.

La cocaïne, dira-t-il, est arrivée en Afrique de l'Ouest et au Sahel dans le milieu des années 2000. Pourquoi cette date et pourquoi cette région ? Se basant sur les statistiques de l'organisation onusienne, le chercheur fera remarquer que la région connaissait des saisies annuelles ne dépassant pas la tonne avant 1986. Mais depuis, l'on enregistre pas moins de 46 tonnes saisies annuellement. Cette arrivée massive s'effectue à partir du Cap Vert, de la Guinée Bissau, du Sénégal et de la Mauritanie. Depuis l'Amérique latine (Colombie, Pérou et Bolivie), la drogue est surtout acheminée par des bateaux, mais parfois par de petits avions aménagés pour pouvoir traverser l'Atlantique, et parfois par des vols commerciaux, notamment via Dakar.

En 2008, la consommation de cocaïne était dominée par l'Amérique du Nord (41%), suivie de l'Europe (26%) et de l'Amérique du Sud (20%). Mais à cette date-là, le marché européen dépassait, en valeur, le marché américain. Les USA ont mené une lutte acharnée contre les cartels de drogue, rendant son transport plus coûteux et plus dangereux, fera remarquer le chercheur de l'Ifri, qui indiquera que les cartels de drogue étaient obligés de passer par l'Amérique centrale et étaient obligés de composer avec les cartels mexicains.

En face, un marché européen en pleine expansion et beaucoup moins dangereux pour passer à partir de l'Afrique de l'Ouest, une région où il n'y a pas de consommation. Le chercheur dira que les cartels ont trouvé facilement des complicités locales. Le trafic de cocaïne à partir de l'Afrique de l'Ouest, estimé entre 80 et 100 tonnes par an, génère quelque deux milliards de dollars, soit un peu plus que le PIB de certains pays de la région. Il faut savoir que le kilogramme de cocaïne coûte en Colombie 2 400 euros, contre 8 000 euros en Guinée Bissau, 10 000 euros en Mauritanie, 20 000 euros en Afrique du Nord et entre 30 et 45 000 euros en Europe. Pour ce qui est des acteurs de ce trafic, il y a, en premier, les cartels colombiens et les mafias européennes traditionnelles comme la Cosa Nostra, présentes en force en Afrique de l'Ouest. Il y a aussi les sous-traitants que sont les gangs nigériens et ghanéens, qui sont très actifs et dont l'activité remonte aux années 50. Il y a, ensuite “les mafias d'État”.

Selon Alain Antil, “cela devient systémique. Au sein de l'État, il y a des gens dont la mission est de faciliter ce genre de trafic.” À titre illustratif, il citera le chef de la marine de Guinée Bissau, qui figure sur les listes des grands criminels aux USA. Il y a, aussi, certains membres de la diaspora syro-libanaise, mais aussi les tribus locales, en matière de convoyage et, à un degré moindre Aqmi, qui assure la protection des convois dans une partie du nord du Mali. À tout ce beau monde s'ajoute la diaspora africai-

ne présente en Europe, mais aussi plusieurs citoyens européens. Le chercheur notera que le nombre d'acteurs dans la région est en train de se multiplier, ce qui n'est pas sans risques sur la région.

Il rappellera que les Colombiens, lorsqu'ils traitaient avec les Nigériens, ils ne les payaient pas cash, mais à travers une partie de la cocaïne. Il existe, en ce moment, une compétition féroce pour le contrôle des zones de stockage, d'où le recours à l'armement des différents gangs. Le chercheur notera que la lutte contre ce trafic ne figure pas parmi les priorités des chefs d'État de la région, estimant que ce trafic rapporte, pour le moment, de l'argent et que ça n'a pas d'effets dangereux sur la région. “Il y a un afflux de cash qui se recycle facilement.” Il dira qu'il est très facile de s'acheter des protections politiques et policières, comme il est très facile de s'acheter un immeuble cash à Dakar.

Dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest, seulement 7% de la population sont bancarisés, notera-t-il, avant de rappeler que ces pays ont subi les potions amères de la Banque mondiale, au moment où ils connaissent un boom démographique qui rendra plus ardue la tâche des gouvernements de la région, et de faire remarquer la paupérisation, voire la clochardisation des fonctionnaires, tout comme l'extrême dépendance de ces pays aux importations. Autant de facteurs qui facilitent le développement du trafic de cocaïne, sans le moindre signe de volonté de le combattre.

AZZEDDINE BENSOUHIAH

LE REPRÉSENTANT DU FORUM ARABE DES DROITS DE L'HOMME EN VISITE EN ALGÉRIE “LA PAIX CIVILE EST LIÉE AUX DROITS DE L'HOMME”

●● L'Algérie œuvre actuellement à consolider la culture des droits de l'Homme en tant que pilier essentiel de la lutte antiterroriste, a indiqué hier le représentant du Forum arabo-européen des institutions nationales des droits de l'Homme, M. Mu'yyad Mehyar.

“Nous constatons que ce pays (Algérie) se dirige vers la consolidation de la culture des droits de l'Homme. Cette culture constitue un pilier essentiel dans la lutte antiterroriste”, a déclaré M. Mehyar à la presse à l'issue de la rencontre de la délégation du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'Homme (CIC/INDH) avec le président de la Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'Homme (CNCPPDH). M. Mehyar a relevé, dans ce cadre, que la culture des droits de l'Homme est “un des fondements essentiels sur lequel repose la paix civile”. “La paix civile repose sur la consécration de la culture des droits de l'Homme”, a-t-il dit, ajoutant que “le traitement des questions liées à la lutte antiterroriste, d'un point de vue des droits humains, est à même de contribuer à l'avènement de la paix civile”. M. Mehyar a estimé, par ailleurs, que l'Algérie a une spécificité par rapport à d'autres pays de la région, de par, a-t-il dit, son histoire récente liée à la guerre de Libération qu'elle a menée. C'est ainsi qu'il a noté que si la priorité de l'État algérien “résidait au départ dans la restauration de la culture arabe et la préservation de la culture amazighe”, il s'est trouvé ensuite confronté à un autre défi, à savoir celui de la lutte antiterroriste. La délégation de la CIC/INDH, conduite par sa présidente, M^{me} Roselynn Noonan, effectue une visite de trois jours en Algérie à la demande du CNCPPDH, pour s'enquérir de la situation des droits de l'Homme en Algérie. Elle aura également une série d'entretiens avec de hauts responsables algériens.



D.P.

APS

ELLE EST HÉBERGÉE PAR
DE PROCHES PARENTS
**La veuve du chahid
Basta Amar SDF !**



●● En dépit de toutes les sollicitations auprès des différentes autorités et instances nationales et dont le ministère des Moudjahidine, la veuve du chahid Amar Basta est SDF. N'était le geste de proches parents qui l'hébergent, elle se retrouverait à la rue. Son défunt époux, Amar Basta, a été l'un des chefs influents des Scouts musulmans algériens et un membre actif de la Zone autonome d'Alger, jusqu'à ce qu'il

tombe au champ d'honneur à l'actuelle place des Martyrs, en 1961, avec son compagnon d'armes Bouterba Rabah. Aucune suite n'a été donnée au dossier que M^{me} V^{ve} Basta a déposé à l'APC d'Oued Koriche en date du 28 février 1989 sous le n°2473, accompagné des recommandations du commandement des Scouts musulmans algériens et de l'Organisation nationale des moudjahidine.

SECOURISME
**298 secouristes
bénévoles en formation
à Médéa**



●● Un cycle de formation de secouristes bénévoles, le troisième du genre depuis le début de l'année, a débuté à travers les différentes unités d'intervention de la Protection civile de Médéa. Au total, 298 participants, issus de différents horizons, prennent part depuis dimanche à cette 3^e session qui s'étalera sur une durée de 21 jours qui sera consacrée aux techniques

de sauvetage et de secourisme. L'objectif de ce stage, qui a permis de former près d'un millier de personnes depuis son lancement au début de l'année, est d'initier les citoyens aux techniques du secourisme et des soins d'urgence, de leur inculquer également les gestes qui sauvent, notamment lors des accidents de la route ou domestiques.

LE RADAR DE LIBERTE

radar@liberte-algerie.com
Page animée par Hamid Saïdani

SELON LE DIRECTEUR DE L'ÉDUCATION
DU CENTRE D'ALGER

Toutes les infos sur l'école et sur les élèves sur le Net !



●● Il l'a réaffirmé avec force sur une chaîne radio-phonique : les écoles de la circonscription du centre d'Alger sont au top en matière de nouvelles technologies de la communication. Les parents d'élèves relevant de cette Direction de l'éducation n'ont plus besoin de faire le pied de grue pour rencontrer les chefs d'établissement et les enseignants. Ils n'ont qu'à

se connecter sur Internet pour connaître l'emploi du temps de leur progéniture ainsi que leurs résultats scolaires ! Ils pourront aussi communiquer avec l'administration ! Non, cette école du XXI^e siècle n'est pas du tout un fantôme pour ce directeur. Les parents, selon lui, n'ont plus qu'à noter le code de l'école et celui de leurs enfants... À voir.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION **PLUS DE 150 EXPOSANTS AU SALON MED-IT 2011**

●● Plus de 150 exposants professionnels du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) prendront part à la 8^e édition du Salon Med-IT 2011 qui se tiendra du 26 au 28 septembre au Palais de la culture à Alger. Med-IT sera l'occasion pour les entreprises publiques et privées de s'informer sur les grandes tendances du marché des TIC et découvrir de nouveaux matériels et solutions, selon l'entreprise de communication XCOM Algérie, organisatrice du salon. La rencontre permettra aussi de nouer des partenariats entre ces entreprises, dont 30% viennent notamment des États-Unis d'Amérique, de France et de Belgique, alors que le Canada sera l'invité d'honneur cette année. Anticipant l'arrivée de la 3G en Algérie, l'organisateur du Salon Med-IT a voulu marquer le coup en développant une application mobile pratique, simple et gratuite à destination des visiteurs du salon.

LA CLASSE MOYENNE, L'OUBLIÉE DE LA TRIPARTITE **Le SNMG pour faire oublier l'IRG ?**



●● La question du salaire national minimum garanti (SNMG) revient sur le devant de la scène à chaque fois que la tenue d'une réunion tripartite est annoncée. Sa révision est même présentée comme un trophée de guerre par les négociateurs de l'UGTA, lorsque les pouvoirs publics daignent lâcher une quelconque hausse du SNMG. Pourtant, l'impact d'une telle augmentation sur les salaires des travailleurs en général demeure limité et reste circonscrit aux bas salaires, mais surtout aux traitements des hauts

cadres de la Fonction publique dont le salaire est indexé sur le SNMG. En fin de compte, ce sont toujours ces derniers, les plus nantis en somme, qui tirent profit de la révision du SNMG. Rares sont, cependant, les fois où la vénérable Centrale UGTA a osé poser le problème de l'IRG qui continue de grever lourdement les salaires de la classe dite moyenne. Donc, si on veut améliorer un tant soit peu le pouvoir d'achat du citoyen, la révision du barème de l'IRG demeure une des solutions les plus adéquates.

CONTRAT POUR UN RETRAITÉ **LES SGP PRÉFÈRENT LES VIEUX CADRES**

●● Les responsables des Sociétés de gestion et de participation (SGP) continuent à favoriser "les vieux cadres" aux dépens des jeunes compétences. Ainsi, le directeur d'une SGP à Alger n'a pas trouvé mieux que de prolonger de six ans le contrat de travail d'un directeur d'une unité de production sise à Rouiba, alors que ce dernier est âgé de 65 ans. La reconduction dans ses fonctions de ce cadre, qui perçoit déjà une pension de retraite, a abasourdi les travailleurs de cette unité qui espéraient voir un cadre plus jeune diriger leur entreprise en quête d'un nouveau souffle.

OUM EL-BOUAGHI **Valse des maires à Aïn Beïda**

●● La plus grande agglomération de la wilaya d'Oum El-Bouaghi a enregistré dernièrement l'installation officielle de son troisième maire d'obédience FLN. Cette situation explique l'instabilité qui a régné au sein de l'Assemblée populaire communale durant le mandat électoral qui tire à sa fin. Ce mandat a connu une valse des maires à

Aïn Beïda, véritable chasse gardée des élus de l'ancien parti unique, après la démission des deux P/APC (FLN aussi) auparavant. La gestion de cette commune de 200 000 habitants a été l'otage de conflits entre élus, au détriment du développement qui a vu le cadre de vie se dégrader encore plus, l'informel faire main basse sur les espaces...

LE MINISTRE DU COMMERCE INAUGURE L'HYPERMARCHÉ UNO À BOUIRA

Cevital poursuit ses réalisations

Si le centre commercial de Bab-Ezzouar a modifié le comportement des Algérois, l'hypermarché de Bouira, qui vient d'ouvrir ses portes, va bouleverser le mode de vie de la wilaya et de toute la région.

Le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, accompagné du wali de Bouira et du président du groupe Cevital, Issad Rebrab, a procédé à l'inauguration, hier, du centre commercial régional Uno Shopping Center de Bouira. Lors de son intervention, le ministre du Commerce a souligné l'importance de cette infrastructure. "Pour avoir des comportements modernes de consommation, il faut avoir des infrastructures modernes", a-t-il dit. Il a clairement souligné que sa présence symbolique témoigne de l'intérêt des pouvoirs publics pour les investissements porteurs comme celui-ci. Ce centre commercial occupe une place stratégique. Il est situé juste à l'entrée nord du chef-lieu de la wilaya juxtaposant la RN5 qui permet d'y accéder facilement. Cet hypermarché, dont la réalisation est l'œuvre de l'entreprise Immobis, filiale du groupe Cevital, à sa tête Habachi Chakib, s'étale sur une superficie globale de 70 000 m² dont 16 000 m² couverts. Uno Shopping Center, qui traite 30 000 références d'articles, est doté d'une surface de vente de près de 6 000 m² qui permettra à la clientèle du centre du pays en général et celle de Bouira et des villes limitrophes en particulier de faire leurs achats dans un cadre agréable et à des prix étudiés. Les citoyens auront à découvrir un centre commercial à la hauteur de leurs aspirations tant en matière de services qu'en qualité des produits. La surface de vente est organisée en plusieurs rayons qui offrent plusieurs gammes. Des produits allant des outils de jardinage à l'électroménager en passant par le surgelé aux articles de sport, habillement, articles scolaires, jouets... Le client aura l'embarras du choix. Pour les articles mis en vente, le ministre a insisté sur l'importance du produit algérien. "C'est une opportunité pour les producteurs nationaux de trouver un circuit



Uno Shopping Center de Bouira a été inauguré hier.

de distribution bien structuré", a-t-il estimé. Au rayon électroménager, on trouve une multitude de produits de qualité des différentes marques internationales allant de Samsung, Philips, Kenwood à Moulinex et autres. Au rayon frais, le client peut choisir, dans une multitude de produits, ce qu'il veut. Pour les fromages, en plus des différentes qualités proposées, on y trouve les produits vendus dans des grandes surfaces européennes.

Au rayon terroir, la ménagère trouvera les épices d'antan utilisés par nos grand-mères. Le tout présenté dans des corbeilles en osier qui donnent une touche d'originalité. En matière de cosmétiques, les femmes sont bien gâtées. Fini les produits contrefaits. Ce sont des produits de grandes marques qui y sont exposés. Au rayon boucherie, le client est roi. Il aura à choisir entre les entrecôtes

de veau au filet d'agneau, de la dinde à la caille, le client en aura pour son argent. Pour les fruits et légumes, des produits frais sont proposés à des prix abordables.

Rayon qui mettra sans doute de l'ordre dans la distribution des légumes loin de toutes les flambées de prix générées par les spéculateurs où la pomme de terre avait atteint les 70 DA, la carotte cédée à 120 DA la veille de l'Aïd et les haricots verts à 180 DA.

Dans un proche avenir, le client aura la possibilité de s'attabler dans l'un des restaurants du food-court d'une superficie de 743 m². Un parking de plus de 700 places permettra aux visiteurs de stationner leur véhicule en toute sécurité et prendre tout le temps pour faire les courses. Uno Shopping Center est également doté de plusieurs boutiques étalées sur 2 740 m² et qui seront opération-

nelles prochainement. Lors de son intervention, M. Issad Rebrab a déclaré que "les travaux de ce centre ont démarré au cours de l'année 2009 et ont été achevés en 27 mois. La réalisation a nécessité la mobilisation financière de 1 600 000 000 DA. Ce qui est important, à souligner, c'est que la construction de cette infrastructure est le fruit de compétences algériennes qui ont travaillé sans relâche". Et d'ajouter : "Ces compétences sont représentées à travers des filiales du Groupe Cevital et spécialisées dans ce domaine, à savoir : Immobis, Cevital Entreprises, Cevico, MTP, MFG et Numidis." Le P-DG de Cevital a, également, mis l'accent sur "la qualité/prix". "On s'approvisionne à la source sans intermédiaire. Près de 55% de nos produits sont recrutés localement", a encore affirmé Issad Rebrab, insistant sur la qualité du service. "Notre personnel est formé dans des grandes surfaces européennes", a-

t-il précisé. Présent à cette inauguration, l'ambassadeur d'Irak en Algérie, Audai Elkhair, a indiqué que "l'inauguration de cette importante structure est la bienvenue pour un pays comme l'Algérie. Les Européens se sont développés dans plusieurs domaines et nous, nous sommes loin derrière eux. Il est temps de se mettre au travail et d'avoir des hypermarchés modernes à travers différents pays".

Il faut dire qu'Uno Bouira étoffe le réseau de distribution de Numidis composé de trois autres supermarchés et hypermarchés installés à Kouba, Rouiba et Bab-Ezzouar. Deux autres centres commerciaux du même type sont prévus à Aïn Defla et à Mostaganem dans un avenir très proche.

UNE OPPORTUNITÉ POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS

Uno offre une opportunité pour la création d'emplois dans une région démembrée de son outil de production avec la fermeture de centaines d'entreprises publiques dans les années 1990. Depuis, aucun investisseur ne s'est installé à Bouira. L'ouverture de l'hypermarché est une leur d'espoir pour des milliers de jeunes chômeurs.

D'ailleurs durant plus de quinze jours, l'équipe chargée de la sélection des candidatures recevait des centaines de postulants à chaque poste offert.

L'opération s'est déroulée en collaboration avec l'Anem de Bouira après que des annonces eurent été publiées sur le site Internet de Numidis et dans la presse. Actuellement, près de 200 personnes ont pu décrocher un emploi stable. Le nombre de postes offerts peut atteindre les 250 emplois directs. Des formations ont été dispensées en France pour certains candidats retenus où ils ont pu acquérir les préceptes de la grande distribution.

A. DEBBACHE

ARTICLE CONJOINT DES COMMISSAIRES OETTINGER ET FÜLE

DES PAROLES AUX ACTES : LA COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE AVEC LES PAYS VOISINS DE L'UE

Dans le domaine de l'énergie, l'Union européenne est fortement tributaire de ses voisins : nous importons plus de 60% de notre gaz, essentiellement des pays voisins. Non seulement ces importations augmenteront, car notre propre production baisse, mais nos voisins offrent également un potentiel considérable pour la production d'énergie renouvelable. Alors que notre dépendance à l'égard des importations augmentera au cours des prochaines décennies, nos voisins joueront un rôle de plus en plus important dans la fourniture et l'acheminement d'énergie vers l'UE. Nous sommes tout autant concernés par le niveau de protection environnementale, de sécurité et de viabilité appliquée au-delà de nos frontières que par nos propres dispositions en la matière. L'existence de systèmes énergétiques non durables, d'un point de vue environnemental ou financier, a en effet une incidence directe sur l'UE. Nous avons conscience de cette interdépendance, qui, à notre sens, constitue le fondement d'un ensemble de partenariats et de liens de coopération que l'Union européenne et ses voisins

devraient s'employer sans tarder à établir. Dans un premier temps, la Commission européenne a donc décidé de proposer une stratégie couvrant les relations extérieures de l'UE dans le domaine de l'énergie. En plus de l'amélioration de notre cohésion et de notre coordination internes dans ce domaine, cette stratégie définit comme priorité-clé l'établissement de partenariats stables et de longue durée avec les pays situés à l'est comme au sud de l'UE.

Notre objectif est de créer un marché intégré de l'énergie qui englobe le "grand voisinage" de l'UE et qui repose sur un ensemble de règles comparable, tout en respectant les besoins et les priorités spécifiques de nos voisins, ce qui suppose d'élargir et de diversifier les liens entre notre propre réseau d'infrastructures énergétiques et celui des pays voisins.

Compte tenu de l'importance des pays partenaires méditerranéens en tant que fournisseurs d'énergie et pays de transit, nous proposons à nos partenaires de la région la création d'un partenariat pour l'énergie entre l'UE et la Méditerranée du Sud, axé en particu-

lier sur des projets en matière d'énergie renouvelable et sur le lancement de centrales solaires pilotes ; nous proposons également d'étendre les évaluations de la sûreté nucléaire et d'apporter un soutien politique en faveur des projets d'infrastructures énergétiques permettant de diversifier les sources et les voies d'approvisionnement. Nous avons beaucoup à offrir à nos voisins : un marché intérieur de quelque 500 millions de consommateurs, un secteur des technologies énergétiques de premier plan au niveau mondial, une recherche de pointe dans le domaine des énergies renouvelables et un cadre stable, transparent et juridiquement contraignant régissant la politique de l'énergie. Autrement dit, nos partenaires auront autant à gagner que nous d'une coopération.

Les avantages à tirer dépassent le domaine de l'énergie. L'énergie est le nerf de la société moderne et joue un rôle essentiel dans le développement économique durable et solidaire. À l'heure où la vague du changement démocratique transforme le voisinage méridional direct de l'UE, l'énergie doit constituer un

élément fondamental dans le renouveau et le renforcement des relations avec les pays du sud de la Méditerranée et dans leurs efforts pour construire un avenir démocratique et prospère.

Il va de soi que notre coopération doit tenir compte des réalités de chacun de nos partenaires et couvrir un large éventail de domaines, allant de la coopération en matière de régulation à la transparence des marchés, des hydrocarbures à l'efficacité énergétique et de l'énergie durable à la recherche et à l'innovation.

En d'autres termes, ce que nous proposons cette semaine est de nous garder d'établir des relations axées exclusivement sur la fourniture d'énergie et d'insister plutôt sur la création de vastes partenariats qui soient profitables de part et d'autre.

C'est la seule stratégie possible dans le monde énergétique dans lequel nous vivons, qui se caractérise par une interdépendance déjà très forte, et le seul moyen de veiller à ce que la région formée de l'UE et de ses voisins s'achemine vers un avenir énergétique plus durable plus stable et plus sûr.

L'ÉQUIPEMENTIER GERMANO-FINLANDAIS RÉORIENTE SA POLITIQUE SUR LE CONTINENT AFRICAÏN

Nokia Siemens passe à l'offensive

Nokia Siemens Networks, catalyseur mondial de télécommunications, a annoncé sa donation d'un système LTE (Evolution Long Terme) au ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication algérien. Dans un point de presse organisé lundi à l'hôtel Hilton, les responsables de Nokia Siemens ont expliqué que ce système est conçu pour enseigner aux futurs ingénieurs en télécommunications algériens la fonctionnalité, la conception, les avantages et les bénéfices de

la technologie LTE au moment où l'Algérie s'attelle à lancer la 3G. L'opportunité donc de se familiariser avec ce système qui permet un passage aisé de la 3G vers la 4G. Nokia Siemens aura ainsi assuré un éventuel partenariat dans ce domaine une fois que l'Algérie décidera de passer à une étape supérieure dès que la machine sera huilée avec l'adoption de la 3G et sa généralisation. Cette vision, Nokia Siemens l'explique par sa politique "d'offrir de l'Internet pour tous les Africains" et l'Algérie est placée

en haut du podium des pays à grand potentiel. La courbe évolutive de la téléphonie mobile en Algérie a été telle que ce phénomène n'a pas échappé aux professionnels du domaine qui voient les pays émergents comme étant les plus grands consommateurs du futur. Aussi, Nokia Siemens en visionnaire anticipe et réoriente sa politique sur le continent africain à travers une nouvelle organisation. L'Afrique est désormais une région à part entière avec pour responsable direct,

M. Dimitri Diliani, en sa qualité de DG Afrique en plus de M. Ben Hayen, Head Of Sub Region Mea West Central and North Africa. Ces responsables de cette multinationale ont rencontré, à l'occasion, Moussa Benhamadi, qui a estimé que "le marché des télécommunications algérien se développe à un rythme spectaculaire et ce don de Nokia Siemens aidera nos futurs ingénieurs à assimiler les technologies de nouvelles générations comme le système LTE. C'est une étape positive pour développer les talents algériens, et placer les tech-

nologies mobiles à haut débit au premier rang". Le don destiné à l'Institut des télécommunications ne suppose aucune contrepartie financière y compris pour ce qui est de la formation selon les affirmations aussi bien des responsables de Nokia Siemens que des responsables algériens présents également à cette rencontre. Le don est un système LTE qui inclut un émulateur Packet Core, HSS, deux LTE BTS Flexi Multimode et d'autres équipements (Dongles USB).

NABILA SAÏDOUN



Le gouverneur
de la Banque d'Algérie,
M. Mohamed Laksaci.

Louiza/Liberte

REFUS DES FONDS SOUVERAINS UNE GESTION FRILEUSE DES RÉSERVES DE CHANGE

Au bord de
l'explosion
sociale

Par K. REMOUCHE

La crise de la dette en Europe et aux États-Unis n'a pas été saisie par nos gouvernants pour repenser la politique économique du pays. À l'instar de ces pays en proie avec l'aggravation de ces déficits publics, l'Algérie vit au-dessus de ses moyens. Épargnée jusque-là par les effets des turbulences des marchés financiers internationaux, l'économie nationale n'est pourtant pas à l'abri d'une crise de financement.

Un budget trop dépendant des ressources pétrolières non renouvelables, des investissements publics concentrés dans la réalisation d'infrastructures fragilisent notre situation financière à moyen et long terme. Pendant ce temps, nos gouvernants feignent de tirer les leçons des différentes crises survenues en Europe et aux États-Unis. Au nom de l'économie rentière, l'Algérie hésite à créer des fonds souverains. Pour un spécialiste financier, cette "non-décision" aurait coûté à l'Algérie de 30 à 40 milliards de dollars. Question de bon sens. Que perdra l'Algérie si elle réserve seulement 5 à 10% de ces réserves de changes à l'acquisition d'actions dans des sociétés internationales spécialisées dans des secteurs de pointe : nouvelles technologies de l'information et de la communication, biotechnologies, énergies renouvelables, mécanique. Au contraire. Pour n'avoir pas fait ses emplettes au moment

où ces actions avaient perdu une bonne partie de leur valeur, au moment où ces sociétés n'attendaient qu'un repreneur pour éviter la faillite, l'Algérie a raté plutôt une belle occasion d'acquiescer un réel savoir-faire dans ces segments d'activité à forte valeur ajoutée.

En fin de compte, la politique financière du pays reste trop prudente. Les dogmes refusés du Fonds souverain, interdiction pour l'opérateur algérien d'investir à l'étranger constituent aujourd'hui de véritables freins au développement durable du pays. Alors qu'un pays voisin sur ce second point utilise en particulier le cas par cas. Cette hyperprudence, concernant les placements à l'étranger, n'est pas paradoxalement de mise, s'agissant des investissements publics. Un énorme gaspillage est enregistré à travers ces restes à réaliser, plus de 100 milliards de dollars, résultant des dérapages dans les délais, des insuffisances dans la maturation des projets, dans leur management ainsi que des surcoûts liés à la corruption. La question de l'affectation judicieuse des ressources financières se pose également. Si la modernisation des infrastructures dans le pays reste indispensable, l'orientation des dépenses publiques vers le soutien à l'investissement privé, la "réindustrialisation" du pays et la qualité de la formation du pays s'avère prioritaire si on veut

véritablement résoudre structurellement la question du chômage en Algérie. Or, dans le budget de l'État, ces actions urgentes semblent être reléguées au second plan. Une telle "myopie" en dépit du consensus des experts algériens de renommée internationale sur une telle affectation judicieuse de l'argent public risque de conduire au chaos. L'Algérie est déjà au bord de l'explosion sociale. Trop de dépenses mais peu d'efficacité. Des centaines de milliers de logements achevés chaque année sans régler la crise de logement. Des millions d'emplois créés au cours des plans de relance, sans pour autant réduire de manière importante le taux de chômage hyper-important chez les jeunes. De surcroît, les augmentations de salaires sont accordées sans aucune contrepartie au nom de la paix sociale. On oublie que la mauvaise qualité de service est également à l'origine du mécontentement des citoyens. Espérons que cette tendance dangereuse va s'inverser avec la mise en œuvre des décisions du dernier Conseil des ministres en faveur des libertés démocratiques, de l'État de droit et de l'appui à l'amélioration de l'environnement de l'entreprise. Mais il faudra d'autres mesures plus courageuses pour désamorcer cette bombe "sociale" à retardement.

K. R.

LE PROBLÈME DE LA DETTE PUBLIQUE DES PAYS OCCIDENTAUX

L'ALGÉRIE EST-ELLE MENACÉE ?

En 2008, lorsque la crise financière internationale s'était déclenchée suite aux problèmes des surprimes, les pouvoirs publics algériens, contre l'avis quasi unanime des experts en la matière, avaient affiché une "indifférence étonnante" en s'arc-boutant dans une posture de déni des retombées inéluctables de la récession économique mondiale sur l'Algérie.

Par :
A. HAMMA

Ainsi, les programmes de développement économiques et sociaux, notamment les gros investissements dans les infrastructures de base, avaient été maintenus et aucune mesure significative en termes de restriction et de rationalisation de la dépense publique n'avait été prise. Mieux encore, les responsables politiques, après avoir observé un silence sidéral autour de cette question, étaient subitement sortis de leur mutisme, souvent à travers des déclarations contradictoires, pour, au final, affirmer que notre pays ne sera pas impacté par la crise et qu'en tout état de cause, le fonds de régulation des recettes était là pour parer à toute éventualité. Dans le même temps, nos recettes extérieures avaient chuté d'environ 42% et, paradoxalement, nos importations avaient épousé une courbe ascendante pour avoisiner les 42 milliards de dollars/an. C'est dans ce contexte que le déficit budgétaire s'était creusé et que l'inflation conjuguée à la dépréciation du dinar avait affecté le pouvoir d'achat des Algériens, particulièrement celui des catégories les plus vulnérables. En 2011, même si les conditions peuvent paraître différentes, nous sommes de nouveau dans un contexte de crise économique et financière internationale générée par l'amplification du volume de la dette publique aux USA et dans les pays de la zone euro. Alors que les marchés financiers et les places boursières des grandes capitales occidentales et asiatiques peinent à trouver leur stabilité, du fait de la frilosité des banques et de la perte de confiance des investisseurs, et que la plupart des Etats occidentaux, à leur tête la première puissance économique mondiale, révisent à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'année 2012, l'Algérie affiche de nouveau une "sérénité" déconcertante en dépit des "mises en garde" de nos experts. Seulement, aujourd'hui, le printemps arabe n'a pas enco-



re épuisé tous ses soubresauts économiques et sociaux, dynamisant dans la foulée notre front social intérieur qui connaît, au demeurant, ces dernières années, une effervescence particulière. En termes d'impact direct sur l'économie nationale, nos recettes extérieures liées aux exportations des hydrocarbures vont, très probablement, décliner sous l'effet de la réduction de la demande énergétique mondiale conséquemment à la stagnation de la croissance économique des grandes puissances. En outre, le pouvoir d'achat de nos rentrées en devises sera lui aussi altéré, à la fois par la dépréciation de la valeur du dollar américain, monnaie de transaction du gaz et du pétrole, et du recul de la valeur de l'euro. Sachant que 90% de nos importations sont libellées dans ces deux

devises fortes, nous risquons un fort taux d'inflation importée, notamment celle des prix des produits alimentaires de large consommation et médicamenteux.

Alors quels enseignements en tirer ? Contrairement à 2008, les pouvoirs publics, tout en observant le même silence sur les effets de la nouvelle récession qui frappe les économies occidentales, font dans la "surenchère politicienne" en concédant des augmentations salariales tous azimuts, dans l'espoir de calmer la grogne sociale, même si ces augmentations ne font que compenser en partie les retards cumulés dans le rétablissement du pouvoir d'achat des Algériens qui s'est sérieusement dégradé ces dernières années — les couches moyennes et les catégories sociales les plus démunies sont touchées de

plein fouet par le phénomène de paupérisation. Il faut cependant avouer, à la décharge des pouvoirs publics, que la situation n'est pas aisée. Entre leur volonté de maintenir le cap sur l'achèvement du programme quinquennal en cours (286 milliards de dollars) et l'impérieuse nécessité d'apporter des réponses à la montée en puissance des revendications sociales et économiques de la population — salaires, logement, santé publique, protection sociale, éducation — et des exigences des organisations syndicales et patronales, les unes demandant une revalorisation du SNMG, les autres réclamant plus de moyens financiers et d'avantages fiscaux pour booster l'investissement public et privé, leur marge de manœuvre est de plus en plus étroite. Enfin, dans un contexte géostratégique régional et international en pleine mutation, à la question que faire, la réponse ne peut être désormais que de nature politique. Il s'agira de mobiliser le front patriotique intérieur en mettant rapidement en œuvre les réformes annoncées par le chef de l'Etat en permettant la libre expression politique et médiatique des différents courants qui traversent la société. Par ailleurs, comme il serait périlleux de procéder à des coupes budgétaires dans les dépenses sociales incompressibles, surtout que la nature rentière de notre système économique ne génère pas de richesses hors hydrocarbures, il va falloir aller chercher l'argent là où il se trouve. Il s'agit d'exploiter de nouvelles niches fiscales jusque-là vierges, notamment celles qui existent au niveau du secteur informel. Ce secteur, à travers la fraude et l'évasion fiscale, a amassé durant des années des fortunes colossales, creusant dangereusement le fossé des inégalités sociales. Le moment est venu pour ces "nouveaux riches" de faire preuve d'un minimum de solidarité nationale, au risque de mettre en danger leurs propres intérêts qu'ils ont indûment fait fructifier au détriment de ceux de la collectivité nationale

A. H.

EN TOUTE LIBERTÉ

mustaphamekideche@gmail.com

L'ENDETTEMENT COMME MODE DE RÉGULATION MAIS POUR COMBIEN TEMPS ENCORE ?



PAR MUSTAPHA MEKIDECHE

Avec un peu de recul, on s'aperçoit que les derniers débats sur les répercussions en Algérie de la crise des dettes américaine et européenne ont essentiellement porté sur les modalités de gestion de nos réserves de change. Pour ma part j'estime que c'est l'arbre qui cache la forêt. Je dirai pourquoi l'essentiel est ailleurs. Rappelons rapidement les faits générateurs saillants aux États-Unis d'abord et en Europe ensuite. Le 5 août 2011, l'agence de notation Standard & Poor's rétrograde la note de la dette américaine de AAA à AA+. Lorsque le régulateur des marchés financiers américains, la "Securities and Exchange Commission" (SEC), relève des erreurs de calcul de 2 000 milliards de dollars ayant conduit à cette dépréciation historique, l'agence en question précise que la vraie cause est

d'ordre politique. Elle illustre cela par la difficulté majeure à trouver un compromis acceptable pour les républicains et pour les démocrates sur le rehaussement du plafond de la dette. L'enjeu porte sur l'ampleur et la nature du plan de réduction des dépenses publiques. Mais comment, malgré tout, expliquer l'explosion de la dette publique américaine ? On peut avancer trois facteurs explicatifs : la transformation de la dette privée de la crise des "subprimes" en dette publique pour sauver le système bancaire américain, la reconduction récurrente des baisses d'impôts votées par l'administration républicaine depuis 2001 (2 000 milliards de dollars), le financement des guerres d'Afghanistan et d'Irak (1 300 milliards de dollars). S'agissant du premier facteur cité plus haut, l'Agence fédérale du financement du logement (FHFA) vient enfin de déposer une plainte contre 17

institutions financières dont 7 étrangères pour avoir vendu des titres "pourris" en connaissance de cause entraînant ainsi la crise financière de 2008. Pour autant, et malgré une dette qui s'élève à 14 000 milliards de dollars, la confiance des investisseurs dans les bons du Trésor américain n'a pas été profondément altérée tant la résilience de la première économie mondiale reste prégnante. En témoigne le nouveau projet de relance de 477 milliards de dollars présenté le 8 septembre 2011 au Congrès par le président Barak Obama pour stimuler l'emploi. Cela me conforte dans l'idée que l'abandon du dollar comme monnaie de référence et de dépôt n'est pas pour demain. C'est pourquoi, me semble-t-il, l'option avancée récemment par certains économistes d'une transformation des réserves de change algériennes en euros ne me paraît ni plus sûre ni finalement plus rentable à

terme. Cela aussi parce que la crise de la dette s'aggrave singulièrement dans les pays de l'Union européenne (UE) et menace même la pérennité de sa monnaie, l'euro. Examinons ce qu'il en est de façon plus précise. La pression des marchés financiers sur les maillons faibles de la zone euro augmente considérablement (Grèce, Portugal). L'émission d'euro-obligations pour atténuer le choc, en absorbant les risques de défaillances des États concernés, se heurte au refus catégorique de l'Allemagne. Déjà le plan de sauvetage de l'UE paraît d'ores et déjà insuffisant pour sauver l'économie grecque. Un ouvrage français récent coordonné par Benjamin Coriat, Thomas Coutrot, Henry Sterdyniak (20 ans d'aveuglement : l'Europe au bord du gouffre, éditions LLL) nous propose trois scénarios de sortie de crise. Le premier scénario, jugé "peu crédible" et

même "dangereux" par les auteurs, est celui de l'exécution stricte du plan de l'UE (politiques budgétaires restrictives, mécanismes d'appui financier de l'UE). Le second est tout simplement l'éclatement de la zone euro avec la sortie des pays du sud de l'Euroland. Dans ce cas "l'euro s'apprécierait par rapport au dollar, mais les marchés seraient incités à spéculer contre l'Italie, la Belgique et la France, qui auraient subi une forte perte de compétitivité". Enfin le troisième, proposé par ces économistes, implique plus de solidarité entre les pays et "une volonté résolue de desserrer l'étreinte des marchés financiers autour des peuples". Mais le tout est de savoir comment ? À l'aune de cette situation monétaire internationale problématique y compris au Japon, je conclurai par trois éléments qui auront un impact direct sur les perspectives de croissance de l'Algérie. D'abord les

effets immédiats de ces dettes américaine et européenne se traduiront par moins de croissance mondiale et donc des prix des hydrocarbures plutôt orientés vers la baisse couplés à un taux de change déprimé du dollar. Ensuite la crise du déficit budgétaire est plus importante chez nous (34%) mais elle est masquée par le recours massif et souvent indu au fonds de régulation des recettes (FRR). Aussi notre propre déficit budgétaire est tout simplement occulté au lieu d'être traité. Dernier point, il faudra quand même rouvrir le dossier des fonds souverains. Car, au bout du compte, c'est seulement la capacité de l'économie algérienne à se moderniser et à s'internationaliser qui garantira un développement durable ; pour ce faire il faudra forcément acquérir des actifs industriels et technologiques à l'étranger. Le nouveau paradigme de croissance passe par là. Plus personne n'en doute.

M. M.

ABDELHAK LAMIRI, PHD EN GESTION, À LIBERTÉ

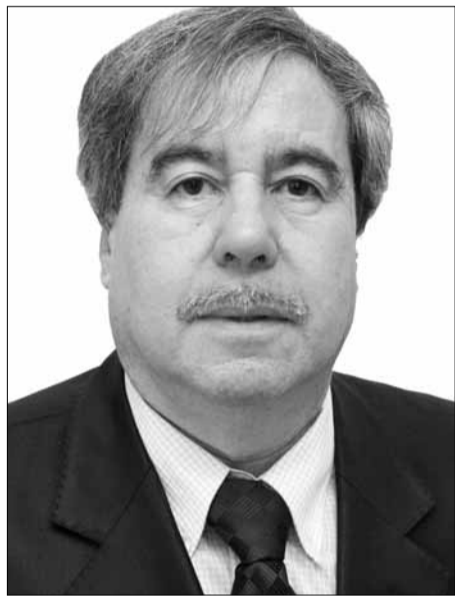
"ON UTILISE MAL NOS RESSOURCES"

Dans cet entretien, l'économiste souligne que l'Algérie n'a pas retenu les leçons de la crise financière internationale ainsi que celle de la dette publique en Europe et aux Etats-Unis

Entretien réalisé par :
K. REMOUCHE

Liberté : Quel pourrait être l'impact de la crise de la dette en Europe et aux Etats-Unis sur l'Algérie ?

●● **Abdelhak Lamiri** : Les mécanismes de transmission des effets pervers des crises contemporaines sont complexes et multiples. Il y a tout d'abord les effets quantitatifs. Tous les économistes s'accordent à dire que, pour l'économie algérienne, le canal d'impact le plus visible et le plus puissant réside dans les fluctuations des prix de l'énergie qui peuvent être déprimés durablement si la crise mondiale persiste. Au cas où la récession dure au-delà des trois prochaines années, des prix pétroliers au-dessous de 40\$ le baril ne sont pas à exclure. Les recettes vont être diminuées de moitié au moment où nous devrions financer les plans de la dernière chance pour la constitution d'une économie efficace, hors hydrocarbures. Les exportations hors énergie, qui peinent à se développer, vont être laminées et passeront sous la barre de 1 milliards \$. Cependant, l'impact le plus important se situera au niveau de la riposte de nos stratégies économiques. La crise des subprimes nous a révélé un phénomène d'une ampleur sans précédent. Partout dans le monde, on a interprété la crise comme une faillite de la régulation des pouvoirs publics. Les Etats ont laissé un secteur financier octroyer des crédits à des agents économiques incapables de rembourser ; et créer et vendre des titres basés sur ces revenus hypothétiques. Le correctif devait concerner un meilleur encadrement de la sphère financière par les régulateurs. Nous avons été le seul pays à conclure que la crise constitue un échec du secteur privé ; et par conséquent le retour à l'étatisme est inévitable. Nous avons produit une fausse conclusion et orienté les politiques économiques vers cette piste sans issue. Il est normal que les entreprises publiques performantes soient financées,



Liberté

mais pas les canards boiteux qui détruisent plus de richesses qu'ils n'en créent. J'ai bien peur que la persistance de la crise ne soit une autre occasion pour conforter nos hauts décideurs dans leurs fausses certitudes. Il y va de l'avenir de notre pays. Nous sommes en train de dépenser une somme astronomique de 500 milliards de dollars qui produira des effets dérisoires sur l'émergence d'une économie hors hydrocarbures. Il est anormal que d'excellents projets privés soient gelés et des entreprises boiteuses soient financées uniquement parce qu'elles sont publiques. Il faut en terminer avec cet apartheid économique.

Quelles leçons devraient tirer l'Algérie de la crise de la dette ?

●● Il y a énormément d'enseignements à tirer. En premier lieu, l'économie mondiale vient d'entrer dans une zone de turbulences qui risque de durer longtemps. Il faut que l'on apprenne à vivre avec de pareilles fluctuations. La constitution d'un fonds de régulation des ressources a été une décision sage de la part de l'Etat. Il peut servir à atténuer les fluctuations de nos ressources. La seconde leçon est d'ordre général. Les pays qui dépensent peu et rationalisent bien l'utilisation de leurs ressources se portent mieux que les dépensiers à outrance. La dette publique représente 42% du PIB pour la Suède et 145% pour la Grèce. Le premier pays se porte bien parce qu'il dépense peu

mais gère efficacement ses ressources. Le second est au bord de la faillite parce qu'il a trop et mal dépensé dans le passé. Les dépenses pharaoniques que nous consentons ne vont pas nous tirer d'affaire ; au contraire elles vont habituer l'économie à vivre des dépenses publiques peu efficaces. Si on alignait nos dépenses publiques sur la moyenne mondiale, nous aurions un taux de chômage de plus de 30%, une croissance nulle et des problèmes sociaux insurmontables. La rente ne peut pas continuer à nous tirer d'affaire au-delà des dix à quinze ans. La leçon la plus importante est la suivante : mieux vaut dépenser peu et bien qu'énormément et sans efficacité.

Pensez-vous que les placements de nos réserves en devises, principalement en bons de Trésor américain, soient judicieux ?

●● La gestion des réserves de change est une question plus ou moins tranchée par les connaissances économiques. En premier lieu, on commence par énoncer les principes, les objectifs recherchés. L'Algérie a toujours clamé qu'elle valorise la sécurité et la liquidité ; c'est-à-dire ne pas risquer et disposer le plus rapidement possible de ces res-

La crise mondiale offre l'opportunité d'acheter des entreprises internationales à des prix dérisoires pour booster notre économie. Nous avons là une piste très sérieuse d'une meilleure utilisation des réserves.

sources en cas de besoin. On aurait dû diversifier nos placements un peu plus en achetant davantage de bons allemands, japonais, un peu plus d'or, etc. pour ne pas dépendre des fluctuations du dollar. Actuellement, avec le recul sensible de l'euro, nous sommes dans une position favorable ; mais si le dollar s'effondre nous serions les grands perdants. C'est dire que nous pouvons avoir une meilleure sécurité et liquidité avec plus

de diversification. Mais le problème central de l'économie algérienne ne réside pas dans la gestion de ses réserves de change.

Comment expliquez-vous que l'Algérie continue à adopter une position passive en matière de gestion des réserves de change ?

●● La passivité s'explique par le confort de l'inertie. Nous nous sommes habitués à un management trop simple de nos réserves de change. En premier lieu, il faut une meilleure diversification. En second lieu, on commence à avoir trop de réserves inactives. On a au moins 3 à 4 fois plus que ce qui est normal. Nous avons des investissements étrangers en Algérie (qui peuvent s'effectuer par des nationaux) dont le taux de rendement dépasse les 50% ; alors que l'on gèle des ressources à 3%. Nous n'avons pas suffisamment formé les ressources humaines capables de gérer activement les réserves ou des fonds souverains. Certes, la Chine a investi plus de 1200 milliards de dollars en divers titres financiers américains. Mais le pays consacre la part du lion de ses surplus financiers à l'achat d'entreprises étrangères high-tech, comme IBM PC, pour transférer la science, la technologie et le management dont a besoin le pays pour booster sa puissance économique. La crise mondiale offre l'opportunité d'acheter des entreprises internationales à des prix dérisoires pour booster notre économie. Nous avons là une piste très sérieuse d'une meilleure utilisation des réserves. Mais au-delà de ceci, l'utilisation optimale de nos ressources financières consiste à les transformer en un système éducatif (de la crèche à l'université) de qualité mondiale pour recycler les citoyens opérationnels, en plus de former les nouvelles générations. Nous avons besoin de financer une modernisation technologique et managériale de toutes nos institutions publiques et privées. Le financement de l'économie productive (hors hydrocarbures) est également prioritaire. Il est inadmissible qu'avec toutes les ressources dont nous disposons nous n'avons pas de banques d'investissements. Bien évidemment que beaucoup de personnes bien intentionnées essayent d'y trouver des solutions palliatives, mais, lorsqu'on gère une économie sans vision stratégique, on ne peut que mal utiliser les ressources dont on dispose.

K. R.

MOHAMED ZAHRAOUI, EXPERT BANCAIRE À LIBERTÉ

"IL FAUT LEVER LE VOILE SUR LA GESTION DE NOS RÉSERVES"

Interview réalisée par :
SMAIL BOUDECHICHE

Liberté : Les déficits publics en Europe et aux Etats-Unis ne sont-ils pas sans conséquences sur notre économie et nos réserves de change ?

●● **Mohamed Zahraoui** : Il va de soi que les répercussions sur le reste des économies, dont celles dépendantes, sont énormes. Ce sont les maillons les plus faibles et sans protection qui subissent les conséquences et les frais. Il va de soi que l'Algérie, dont le système de placement de ses devises dans les grandes places, est directement concernée. Elle doit être constamment en veille pour surveiller ses placements en vue de les fructifier au mieux.

Y-a-t-il une dépendance accentuée de nos placements, notamment vis-à-vis des USA ?

●● Il y a des assurances qui sont données par nos responsables. Mais les

risques, quoi qu'on dise, existent bel et bien, d'où la nécessité de mieux suivre ce dossier épineux et engageant même l'avenir de notre économie et de notre pays. Cette crise, qu'on le veuille ou non, nous touche directement en profondeur. N'oublions pas que l'Algérie est très convoitée pour ses embellies financières et ses énormes réserves de change déposées auprès des institutions internationales, dont le Trésor américain.

Qu'est-ce qu'il y a lieu de faire devant ces risques ?

●● Il s'agit de bien énumérer ces risques et de dégager une stratégie de prévention qui soit la moins mauvaise pour nous. La crise actuelle a mis à nu les thèses qui nous dorlotent. En réalité, les risques existent. Il y a certes les risques d'effondrement.

Il suffit maintenant d'un petit désaccord entre l'Administration américaine et le Congrès pour que toute la muraille financière supposée sans faille s'écroule ou s'ébranle en laissant des traces indélébiles sur, notamment, les noyaux sensibles et dépendants comme l'Algérie.

Mais il y a aussi la rentabilité financière tirée qui n'est pas suffisante.

Le gain financier n'arrive même pas à effacer l'inflation galopante. Injecter des ressources dans l'économie nationale pour soutenir la production, créer l'emploi, les grands projets porteurs est autrement plus important à notre sens.

C'est presque dans la mesure où l'on ne voit pas bien leur utilité financière et économique. Il y a le juste milieu et le bon sens.

On est devenu la risée de certains pays qui nous reprochent d'avoir une masse d'argent, mais que nos jeunes se transforment en harraga, que nous manquons de logements, que les meilleurs cadres fuient, que ceux qui restent vivent des restrictions au quotidien, que les salaires sont minables, que la qualité de la vie se dégrade, que les communes intérieures vivent dans la désolation, que l'agriculture pleure, que l'industrie est attaquée de partout, que les hommes d'affaires se plaignent des restrictions de toute sorte, que des zones, voire des régions porteuses baignent dans l'oisiveté totale, que l'enseignement, la culture, la

famille et le sport se dégradent. Bref, l'économie est partout bloquée, alors qu'on ne manque pas d'argent. Ce même argent dont une partie est bien partie en l'air par manque d'idées et de propositions judicieuses.

Comment, selon vous, utiliser rationnellement nos réserves ?

●● Il s'agit d'initier un vrai débat national pour lever le voile sur cette question stratégique, pour gérer convenablement nos réserves qui dépassent le niveau appréciable jamais égalé de 170 milliards. Le système actuel renferme des failles énormes qu'il faut combler et apporter des correctifs nécessaires. Hier on avait payé cher notre entêtement en gérant le dossier du rééchelonnement de la dette par les hésitations dans les négociations désavantageuses pour l'Algérie, à l'origine de l'aggravation de la crise de la fin des années 80 et le dérapage des années 90.

Aujourd'hui, nous vivons une crise non pas de rareté, mais de surabondance. Mais le problème est le même. Il faut bien gérer le dossier en faisant confiance à nos

meilleurs cadres, notamment financiers et économiques. La meilleure manière est d'opter pour une solution stratégique qui diminue le risque de placement et qui participe à booster l'économie nationale, qui a beaucoup souffert des restrictions, au lieu de laisser faire et les voir perdre de leur valeur et de faire priver l'économie, dont les jeunes et les catégories sociales les plus démunies, de baisser la pression sur l'économie.

En somme, vous êtes pessimistes en craignant une triple perte, celle de nos réserves de devises, celles de nos réserves en hydrocarbures, en plus de nos richesses humaines ?

●● Il y a de quoi ! C'est le moment de s'en inquiéter sérieusement. Je termine par une note d'optimisme : il n'y a rien de fatal. Il nous faut redresser la situation pour fructifier nos réserves énormes, nos richesses du sous-sol sous-utilisées et nos richesses humaines sous-valorisées. Toute crise a quelque chose de bénéfique. Il faut saisir l'occasion de s'en sortir.

S. B.

CAMILLE SARI, PROFESSEUR EN FINANCES À LA SORBONNE, À LIBERTÉ

"IL EST TEMPS D'INVESTIR DANS LE SECTEUR PRODUCTIF"

Dans cet entretien, ce spécialiste souligne la nécessité pour l'Algérie de créer des fonds souverains afin d'optimiser la gestion des réserves en devises de l'Algérie. Il pointe du doigt les insuffisances de la politique économique du pays non sans proposer des solutions pour assurer une meilleure gouvernance du pays.

Par :
SAÏD SMATI

Liberté : Quel pourrait être l'impact de la crise de la dette (US et Europe) sur l'Algérie ?

●● **Camille Sari** : En 2008, les États ont sauvé les banques mais compte tenu des dettes publiques qui s'amoncellent en Europe et aux États-Unis, la prochaine crise sera d'une violence que l'humanité n'a jamais connue auparavant. La seule solution : réguler les marchés financiers et donner la priorité à l'économie réelle, l'emploi, la formation et les coopérations avec les pays du Sud. Ces derniers doivent se regrouper dans des unions économiques solides. Les États-Unis ont perdu toute crédibilité comme pays offrant toutes les sécurités en matière de placements en bons du Trésor. Les pays du Golfe ont acheté 330 milliards de dollars de dette publique (prêt à l'État américain), l'Algérie, malgré nos mises en garde en 2007 et 2008 lors de nos conférences à Alger et dans la presse a investi 70 à 80 milliards US\$ en bons du trésor américains, la Chine détient 1100 Mds\$ de bons du trésor US. Seulement ce



Liberté

pays prête à son principal client. Mais ce que les experts payés par les groupes financiers ne disent pas, c'est que le 1^{er} prêteur au Trésor américain c'est la FED, la Banque centrale américaine, soit 1200 Mds \$. Cette opération de prêt de l'État à l'État (ce qui est une belle escroquerie) s'appelle joliment QE Quantitative easing I et II et le président de la FED Ben Bernanke n'exclut par un QEIII et IV. Aucun pays ne peut faire ce genre d'opérations sans perdre sa crédibilité, mais les États-Unis ont un privilège que j'ai dénoncé dans ma thèse en 1987. Ces opérations QE ont généré des liquidités sur les marchés financiers et se reportent sur les marchés des matières premières d'où la flambée des prix de ces produits. Qui sont les victimes ? : les

consommateurs du Nord et du Sud. Les Algériens sont pénalisés doublement par ces facteurs internationaux mais aussi par la structure oligopolistique de son système de distribution. En effet, il y a des groupes apparents ou occultes qui verrouillent le marché et qui laisse très peu de marge à une concurrence loyale. Cela me rappelle ce que j'ai vu en Russie après la chute du communisme où des forces mafieuses se sont partagé le marché.

La BCE (banque centrale européenne) a réussi à calmer les marchés en intervenant sur les marchés afin de racheter la dette des États, menacés de faillite comme l'Espagne et l'Italie (après l'Irlande, la Grèce et le Portugal). Cela signifie que les obligations émises par ces pays sont détenus par cette institution pour un montant de 440 milliards d'euros, alors que ses fonds propres ne dépassent pas 10 Mds d'euros. Mais inscrivant son action dans la durée ; la BCE peut agir ainsi.

Quelles seraient pour l'Algérie, les leçons à retenir de cette crise de la dette ?

●● J'ai à maintes reprises plaidé pour une économie diversifiée, laissant place à l'initiative privée et aux mécanismes de marché. J'ai souligné le rôle de la formation et notamment technique en faveur des jeunes et la création massive de PME. L'échec des privatisations est un signe annonciateur d'un manque de projet de vision à long terme. Les plans de restructuration des entreprises publiques sont un échec. Dès 2000, dans ma deuxième thèse de doctorat sur les politiques de taux de change au Maroc et en Algérie, j'avais pointé les faiblesses de l'économie algérienne et notamment son secteur bancaire. Malgré de timides tentatives, on est au point mort. Rien ne bouge. Des forces conservatrices freinent des deux fers de crainte de perdre leurs privilèges. L'Algérie a lancé un plan de 286 milliards de dollars sur les 4 à 5 ans prochains. Les résultats, comme furent ceux des plans précédents, seront de portée limitée en matière de création de richesses productives et d'emplois. Le pays a déjà consacré 400 milliards de dollars aux infrastructures et divers équipements publics et parapublics. Un tel montant opéré dans d'autres conditions aurait dynamisé le tissu économique. Les surcoûts ne s'expliquent pas seulement par l'inefficience des choix des investissements mais aussi par la corruption. En outre, ces équipements publics prévus généreront des frais de fonctionnement, ce qui fera exploser le budget de l'État. L'économie ne décolle pas et est à la traîne dans la plupart des classements mondiaux. Il y a un problème de management qui reste d'inspiration soviétique, dû aux fuites des cadres francophones suite à l'arabisation de l'enseignement et sous la menace du terrorisme dans les années 1990. Mais cela n'explique pas tout. L'économie rentière (98% des exportations algériennes sont constituées des hydrocarbures) empêche le développement de secteurs productifs. Certains milieux trouvent leur compte dans les activités commerciales notamment l'importation. Ils sont à l'origine de la flambée des produits alimentaires de base et des biens de consommation. L'Algérie est passée en une décennie d'un niveau d'importation de 7 milliards à 42 milliards.

L'attitude passive de l'Algérie concernant la gestion de ses ressources (dépôt en bons du Trésor américain), n'est-elle pas pénalisante ?

●● L'Algérie dispose de 173,34 milliards de dollars de réserves en devises placés entre 40 et 60 % dans les bons de trésor américains à 1, 5% de taux d'intérêt. Les USA feront tout pour rembourser leurs créanciers en monnaie de singe. Il est temps que les pays du Sud, ceux qui ont des réserves de change comme l'Algérie, investissent dans l'économie réelle et la production dans d'autres pays du Sud.

Cela relancerait la croissance mondiale et l'emploi. J'avais proposé en 2008 un fonds souverain en devises, dont les placements s'orienteraient vers des entreprises stratégiques non pas seulement financièrement mais stratégiques pour l'économie algérienne. D'autres types de placement seraient à mettre en place. Mais le contexte financier international qui se dégrade plaide vers des investissements productifs en Algérie et dans les pays voisins dans le cadre d'une communauté économique maghrébine. D'après toutes les recherches, le gaz a une durée de vie qui ne dépasse pas 20 ans et le pétrole une dizaine d'années. La consommation domestique va augmenter avec l'accroissement de la population (50 millions d'habitants). L'après-pétrole et gaz se prépare dès maintenant. En l'absence de réformes en profondeur de tout l'appareil productif et des circuits de distribution en rupture avec le modèle rentier actuel, l'Algérie ira à la catastrophe, avec à la clé la pauvreté et la misère pour la grande masse. Les plus nantis iront en Europe ou aux États-Unis avec leurs familles profiter des milliards de dollars détournés depuis l'indépendance. C'est pourquoi, je propose de réduire drastiquement l'extraction et l'exploitation des hydro-

Les surcoûts ne s'expliquent pas seulement par l'inefficience des choix des investissements mais aussi par la corruption. En outre, ces équipements publics prévus généreront des frais de fonctionnement, ce qui fera exploser le budget de l'État.

carbures afin que les générations futures en profitent et que les réserves soient dans le sous-sol plutôt que dans des circuits financiers avec les incertitudes inhérentes à un système financier sans Dieu ni maître et dont les États ont laissé libre cours à l'imagination des spéculateurs cupides et malhonnêtes.

Quel sera le principal défi pour l'Algérie ?

●● La formation initiale et professionnelle sera le grand défi à relever dans une région où la moitié des habitants ont moins de 35 ans. C'est une situation explosive et aucun système politique ne pourra y résister. J'enseigne en Algérie et au Maroc ainsi qu'en Afrique de l'Ouest. Ce que je constate c'est que le modèle français demeure prégnant. On forme de futurs cadres dans le tertiaire et les services aussi bien privés que publics. Il faut des gestionnaires, des contrôleurs de gestion, des responsables des ressources humaines, des comptables et des financiers. Mais cela ne répondra pas à l'industrialisation et au développement des secteurs primaire et secondaire. Le modèle chinois est plus approprié. La Chine développe davantage la formation d'ingénieurs en mécanique, électronique, chimie et parachimie, nano technologies et NTIC, BTP et travaux publics, agriculture et agroalimentaire et j'en passe. L'apprentissage a été le moteur du développement industriel de l'Allemagne. Beaucoup de métiers disparaissent ou vont disparaître. En Europe il est possible de faire venir des ouvriers qualifiés d'autres pays mais au Maghreb, il est indispensable que les jeunes prennent la relève des anciens. Au lieu de financer la création d'entreprises par des jeunes (programme Ansej en Algérie) qui n'ont aucun projet aucune expérience de l'entreprise, aucune préparation à la gestion, pourquoi ne pas lancer des emplois jeunes et des programmes d'insertion par l'économique et l'apprentissage ?

S. S.

PUBLICITÉ

DOCTEUR NASSER BOUYAHIAOUI*, PHD EN MANAGEMENT, À LIBERTÉ

"IL FAUT CRAINDRE UNE BAISSSE DES IDE"

Dans cet entretien, ce spécialiste en finances aborde l'utilisation à bon escient des réserves en devises de l'Algérie.

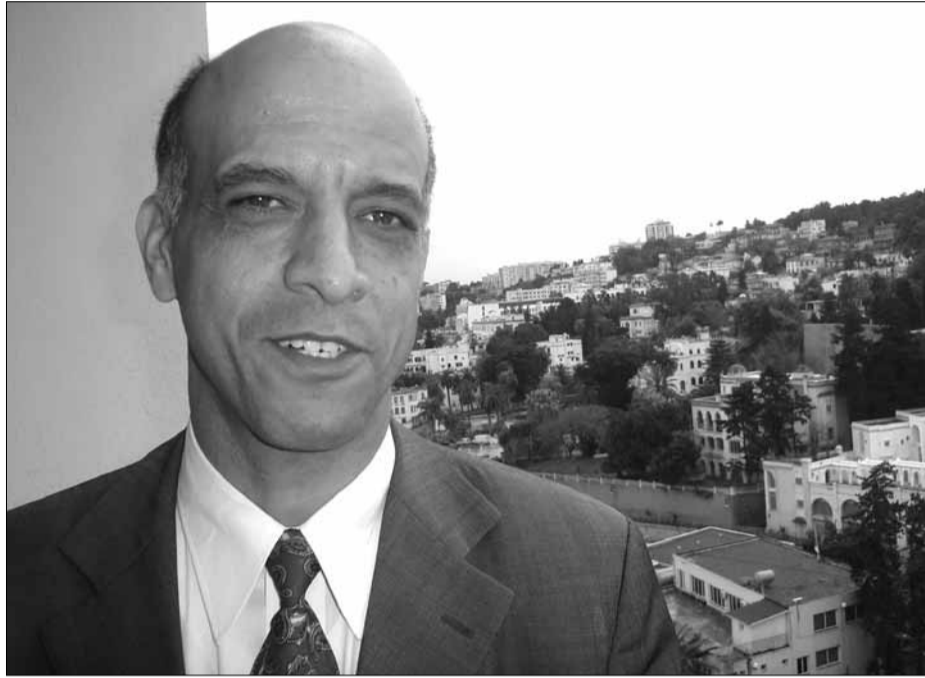
Entretien réalisé par
DJAMEL ZIDANE

Liberté : Crise financière qui se profile, crise de la dette : quel pourrait être impact sur l'Algérie ?

●● D' Nasser Bouyahiaoui : Toute rive économique et financière mondiale possède un impact sur l'Algérie. Reste à connaître l'ampleur de cet impact. Notre économie dépend des hydrocarbures essentiellement, on devrait plutôt tenter de savoir si l'Algérie risque d'être touchée moyennement, faiblement ou alors durement. On sera touchée par cette crise, au moins de manière indirecte, pour les chocs en retour. On aurait été touché plus durement si on avait été très actif sur le marché des capitaux, à cause du ralentissement des activités économiques mondiales et une probable récession : avec baisse de la demande en énergie (gaz et pétrole), baisse des prix des hydrocarbures et de la valeur du dollar US. On sera également touchés par la baisse des taux d'intérêt concernant nos dépôts en bons du Trésor américains. L'inflation touchant en parallèle tous les produits alimentaires, pharmaceutiques, etc., sera aggravée par la baisse du pouvoir d'achat du dollar américain. Avec les menaces de récession, il faudra craindre une baisse des IDE, soutenue par le système du 51/49% qui a déjà rebuté pas mal d'investisseurs potentiels déjà fâchés par la taxation des dividendes réalisés par les sociétés étrangères en Algérie. Pour rappel, l'affaire Djézzy a provoqué énormément de dégâts, après avoir été sortie du seul jeu économique et politisée. Du coup, le climat des affaires a été sérieusement ébranlé avec perte de confiance à la suite de cette série de décisions négatives qui a fait fuir des investisseurs potentiels.

Vous dressez un tableau apocalyptique de l'avenir du pays en cas de crise économique grave, mais comment pourrions-nous lutter contre les effets néfastes de cette crise ?

●● L'endettement des pays européens ne concerne pas l'Algérie, pour au moins deux raisons. La première est que l'Algérie avec ses réserves de change a pris des précautions en remboursant anticipativement ses dettes. De plus, les pouvoirs publics ont pris la décision de ne pas recourir au marché international des capitaux pour des emprunts. Reste le problème de la dette interne, la dette souveraine. Une chance que le dinar algérien ne soit pas convertible, sinon les conséquences auraient été désastreuses eu égard au déficit public. Par ailleurs, il faut signaler plusieurs hérésies : le fait que la Banque d'Algérie ne soit pas indépendante, qu'elle ne contrôle pas réellement la cotation du dinar qui est coté administrativement (marché interbancaire), que le FRR (Fonds de régulation de recettes en hydro-



carbures) n'est, au fond, qu'une espèce de caisse noire gérée de manière peu transparente et qui échappe totalement au contrôle du Parlement.

Le climat des affaires a été sérieusement ébranlé avec perte de confiance à la suite de cette série de décisions négatives qui a fait fuir des investisseurs potentiels

Par ailleurs, avec une loi de finances qui a été longtemps évaluée sur la base d'un baril à 19\$US, est passée à 35\$, alors que le prix du baril frôlait les 150\$, oblige à se demander où va la différence. Signalons que les lois de finances de ces dernières années ont toutes été redressées par une loi des finances complémentaire : le déficit de

départ de la loi de finances se trouvant aggravé par la LFC : sur les 286 milliards \$ du programme quinquennal 2009-2014, 135 milliards, soit près de la moitié de l'enveloppe budgétaire, sont réservés aux "restes à réaliser" des programmes précédents ! Signalons au passage que dans le monde entier on en est à la phase de mise en place de stricts plans de "rigueur budgétaire", alors qu'en Algérie, on continue à aggraver le déficit public, sans compter le gaspillage et les dépenses dirigées vers les subventions non génératrices de richesses : subventions de produits alimentaires de base, pour la création d'emplois, l'Ansej, le micro-crédit, le logement, etc. La seule CNL aura bénéficié de plus de 150 milliards de DA en 2011, alors que la création d'emplois a obtenu 300 milliards de DA, le soutien aux produits alimentaires 300 milliards de DA. Il y a même risque de dépassement de 1000 Mds de DA de subventions, sans compter les crédits bonifiés à

1%. Le gouvernement, sous la pression des émeutes, avait même promis aux jeunes des crédits de 1 million de DA sans intérêts destinés à la location de locaux commerciaux, ce qui a augmenté automatiquement le prix de la location des locaux commerciaux ! Tout cela sans la moindre création de richesse, puisqu'il s'agit d'activités strictement commerciales. Ajoutons à cela l'endettement perpétuel des entreprises publiques et privées en difficulté incapables de rembourser leurs dettes, l'endettement des ménages et on aura un tableau exhaustif de l'état des lieux.

L'Algérie semble frileuse dans ses placements, comment l'expliquez vous ?

●● Déjà, au cours des années 1980, je suivais l'évolution des fonds souverains, notamment koweïtiens, libyens, ou d'autres pays du Golfe, puis, à partir de 1996, les fonds souverains norvégiens devenus les plus actifs et peut-être les plus importants de par le monde, en dépassant les 500 Mds \$US. J'ai pu constater que les Norvégiens avaient commencé avec une mise de 10 Mds \$, en 1996. Ce fonds souverain avait été créé pour garantir l'avenir des générations futures et réduire la vulnérabilité de la Norvège face aux aléas économiques et financiers du monde. En 2008, il y a trois ans, au moment de l'effondrement des prix du pétrole, j'avais suggéré d'utiliser à bon escient ces capitaux dormants pour créer des fonds souverains et ainsi pouvoir réaliser des placements stratégiques à moyen et long termes, et non point de spéculer à court terme, en investissant et non pas en jouant aux traders ! J'avais suggéré d'aller faire son marché du

En Algérie, on continue à aggraver le déficit public, sans compter le gaspillage et les dépenses dirigées vers les subventions non génératrices de richesses

côté de l'industrie automobile qui représente le moteur de l'économie mondiale actuellement. À titre indicatif, en septembre/octobre 2008, l'action Ford valait 1 dollar US. Moins de 12 mois plus tard, elle avait dépassé les 12 dollars ! J'avais suggéré cela en envisageant de faire venir Ford en Algérie, une fois qu'on aurait acheté une part de son capital. Au lieu de cela on continue de supplier Renault de venir s'installer en Algérie alors qu'il persiste à se faire tirer l'oreille tout en investissant au Maroc ! J'avais, à l'époque (août septembre 2008), suggéré la création de 4 fonds souverains.

D. Z.

*Enseigne la finance à l'université de Tizi Ouzou, analyste financier aux États-Unis

POUR DES FONDS SOUVERAINS

●● 1- La crise actuelle pourrait constituer une opportunité pour la réalisation de placements stratégiques dans des entreprises solides, mais temporairement en difficulté, à cause de l'instabilité ambiante et la chute des marchés financiers. Une réelle opportunité, encouragée par la chute des valeurs des entreprises habituellement solides, d'entreprendre une action sur le court terme qui pourrait avoir un impact sur le long terme, et cela même avant la création d'un fonds souverain. 2- Les dettes souveraines des pays européens (Grèce, Portugal, Irlande, Italie, Espagne) ou latino-américains, détenues essentiellement par des banques, elles-mêmes en difficulté pourraient être rachetées sur le marché secondaire. Les actions de ces banques ont chuté à un niveau tel qu'elles sont contraintes d'augmenter leur capital et donc de liquider une part de ces dettes souveraines en deçà de leur valeur d'émission, ou valeur nominale. Elles peuvent être négociées à 75%, voire 60% de leur valeur réelle (la dette algérienne des années 1990 se négociait sur le marché secondaire à 25% de sa valeur !). L'Algérie y gagnerait 3 fois : il faut que l'Algérie réfléchisse à la manière de sortir de la dépendance des hydrocarbures. Elle est vulnérable à cause des fluctuations du prix des hydrocarbures, elle risque d'être géostratégiquement affaiblie avec tout ce qui se passe dans sa région (monde arabe, Afrique, Sahel). Elle risque de subir des pressions qui menaceraient jusqu'au régime dans sa survie et l'intégrité du territoire : la totalité des pays qui l'entourent sont dans une période d'instabilité, principalement les pays du Sahel, la Libye et la Tunisie.

PUBLICITÉ

UTILISATION OPTIMALE DES RÉSERVES DE CHANGE

L'AVIS DES EXPERTS

En vue d'éclairer ses lecteurs, Liberté présente ici un débat entre plusieurs experts, sur le rendement des 173,9 milliards de dollars de réserves de change de l'Algérie, ou comment transformer cette richesse virtuelle en richesse réelle.

Synthèse réalisée par :
**LE PROFESSEUR ABDERRAHMANE
MEBTOUL***

Le gouverneur de la Banque d'Algérie a affirmé que le rendement des réserves de change a été de 4,60 milliards de dollars pour un taux d'intérêt de 3% (tout juste le taux d'inflation mondial actuel 2010/2011, soit un rendement presque négatif).

ABDERRAHMANE MEBTOUL :

Il s'ensuit que mathématiquement j'ai mis en relief que l'Algérie a placé non pas à court terme, mais à moyen et certainement une grande part à long terme en 2010, un montant de 153,33 milliards de dollars, soit 94,65% de ses réserves de change en 2010. En effet, le total des réserves de change au 31/12/2010 est de 162,2 milliards de dollars, les organismes internationaux évaluant ces réserves à plus de 173,9 milliards de dollars au 31 juin 2011. Pour les taux de court terme, ils ne peuvent être supérieurs au taux d'escompte des banques centrales. Les taux directeurs sont depuis 2009/2010 pour la FED entre 0-0,25%, 1,25% en 2010 avec un relèvement de la BCE de 1,5% depuis avril 2011, ceux de la banque d'Angleterre 0,5% ainsi que celui du Japon qui tend vers zéro. D'une manière générale, si le stock en principe, à moins d'une faillite généralisée de toute l'économie mondiale ou d'une grave crise politique en Algérie, ce qui entraînerait le gel des avoirs algériens à l'étranger, est garanti par les Etats ne risquant rien, cela pose le problème des rendements, le taux d'intérêt étant de plus en plus élevé si les placements se font à moyen et long termes afin de couvrir le taux d'inflation mondial. Comme se pose le problème de la transition au moment où 20% étaient déposés dans les banques privées avant que ce taux passe selon le gouverneur à 2%. Que s'est-il passé entre-temps et y a-t-il eu perte, comme cela a été le cas pour la majorité des pays du Golfe ? Des banques privées dites AAA ont été décotées et en cas de difficultés bancaires, si elles ne sont pas soutenues par leurs Etats, il y a perte sèche pour l'Algérie. Pour ceux à moyen terme, le retrait avant terme entraîne une perte pour l'Algérie du fait de la décote et sur le marché libre et de la perte des intérêts pour non respect du contrat et il est préférable d'attendre le terme actuellement avant de prendre une décision hâtive. D'une manière générale, les réserves de change n'étant qu'un signe monétaire, l'objectif stratégique est de dynamiser la sphère réelle (la section hors hydrocarbures). L'Algérie exportant 98% d'hydrocarbures en dollars à l'état brut et semi-brut et important 70/75% des besoins des ménages et des entreprises (dont 60% en euros). Et avec ce paradoxe plus de 11 milliards de dollars en services entre 2010/2011 (plus de 55 milliards de dollars d'importation en biens et services) assistant à l'exode de cerveaux algériens et à l'importation de connaissances de l'étran-



ger certes nécessaires, mais hélas pour l'Algérie massivement. Ne sommes-nous pas dans le cas, avec cette importante réserves de change, du syndrome hollandais. Or les deux fondamentaux du développement du XXI^e siècle tenant compte de la mondialisation irréversible, liant efficacité économique et la cohésion sociale, sont la bonne gouvernance et la valorisation du savoir.

TAIEB HAFSI, PROFESSEUR ÉMÉRITE DIRECTEUR DE RECHERCHE HEC MONTREAL

Avoir des réserves de change est une condition nécessaire mais non suffisante d'un développement durable. J'ai confiance en l'avenir de l'Algérie qui a d'importantes potentialités, surtout humaines, richesse bien plus importante que toutes les ressources en hydrocarbures qui peut surmonter ses difficultés pour peu qu'existe une nette volonté politique d'approfondissement de la réforme globale liée à un bon management stratégique et à un processus démocratique réalisant la symbiose Etat/citoyens. Ainsi, il faut éviter tant la sinistrose, car tout ce qui a été accompli depuis l'indépendance politique n'est pas totalement négatif, mais également toute autosatisfaction, source de névrose collective. Je suis confiant en l'avenir de l'Algérie pour peu que les gouvernements fassent confiance aux Algériens et à la connaissance pour transformer cette richesse virtuelle en richesse réelle.

FARID YAICI, PROFESSEUR DE SCIENCES ÉCONOMIQUES, BEJAÏA

L'évaluation du niveau approprié de réserves accumulées par un pays nécessite la prise en compte des motivations initiales de détention de ces réserves, pour élaborer une norme quantitative. Les directeurs du FMI pour la gestion des avoirs extérieurs de réserve stipulent que "les réserves de change sont détenues pour satisfaire plusieurs objectifs", notamment "susciter et maintenir la confiance" dans la politique monétaire et de change, "limiter la vulnérabilité externe" en maintenant des réserves liquides de change afin d'absorber les chocs en temps de crise ou lorsque l'accès au crédit est restreint, et "donner aux marchés l'assurance que le pays est en mesure de remplir ses obligations extérieures" (F.Yaici). Récemment encore, le niveau requis d'avoirs de réserve était estimé empiriquement selon la "règle des trois mois d'importations". Lorsque les crises financières avaient été déclenchées, dans les années quatre-vingt-dix, par un tarissement des entrées de capitaux, la capacité des économies ayant recours à l'endettement exté-

rieur à assurer le service de leur dette est devenue un critère primordial. La règle "Greenspan-Guidotti" recommande, par conséquent, que les réserves puissent couvrir entièrement la dette extérieure à court terme afin d'être en mesure de rembourser celle-ci dans l'éventualité d'interruptions soudaines des entrées de capitaux, c'est-à-dire au cas où les prêteurs étrangers ne renouvelleraient pas leurs prêts. Les normes de référence rappelées ci-haut s'appliquent-elles à l'économie algérienne ? Rappelons d'abord que cette dernière est une économie dépendante de ses hydrocarbures, qu'elle est mono-exportatrice et qu'elle importe la plupart de ses besoins. Si on devait appliquer ces normes, et en l'état actuel de notre économie, l'Algérie serait en danger à cause de ses recettes en devises erratiques. A titre d'illustration, les recettes d'exportation du pays ont été divisées par 1,5 entre 2008 et 2009 avant d'être multipliées par 1,2 entre 2009 et 2010. En 1986, elles avaient carrément chuté de moitié par rapport à 1985 pour ne remonter substantiellement qu'au début des années 2000. Cependant, en 2010, les réserves de change couvrent 38,75 mois d'importations, soit environ 13 fois la norme (si on applique le premier critère), et environ 81 fois la dette extérieure à court (l'Algérie ayant décidé, en 2006, de rembourser par anticipation l'essentiel de sa dette extérieure), soit autant de fois la norme (si on applique le second critère). Quelle est alors la solution ? Avoir autant de réserves de change et ne les placer quasiment (98%) que dans des obligations d'Etat, avec des rendements faibles, même supposées plus sûres (la crise actuelle de la dette des Etats vient de nous démontrer que plus rien n'est sûr) équivaut à du gaspillage. Prendre quelques risques en diversifiant les placements, y compris en créant un fonds souverain, serait probablement plus rentable. D'autres utilisations dans le pays, sous la forme d'investissements par exemple, seraient encore plus souhaitables. Mais la faiblesse des capacités d'absorption de l'économie algérienne ne le permet pas. A titre d'illustration, sur les 286 milliards de dollars d'investissements prévus dans le programme quinquennal 2010-2014, 130 milliards de dollars sont des restes à réaliser (programmes en cours selon le jargon officiel) du programme quinquennal 2005-2009. Une autre solution consisterait enfin à n'extraire du sous-sol que ce dont le pays a besoin, en rapport avec ses capacités d'absorption, la conservation des hydrocarbures non seulement éviterait le gaspillage, mais servirait aux générations futures tout en incitant à la revalorisation du travail.

MAAZOUZ BACHIR, PROFESSEUR À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION DU CANADA ET PROFESSEUR ASSOCIÉ À L'ENA DE PARIS

Je ne crois pas à des chiffres brandis de l'importance des réserves de change, qu'il s'agit certes de rentabiliser, réserves qui ne proviennent pas du travail et de l'intelligence mais d'une ressource éphémère que sont les hydrocarbures. Il faut accorder une importance stratégique à un véritable développement, à l'efficacité des institutions par un meilleur management. Seules des institutions fiables, c'est-à-dire véritablement démocratiques, tenant compte tant des mutations internes à la société algérienne que mondiales, peuvent permettre une meilleure cohérence et visibilité dans la démarche de toute politique socio-économique.

DOCTEUR ATTOU ABDOU, EXPERT INTERNATIONAL EN FINANCES, LONDRES

En ce qui concerne les valeurs du Trésor, les taux de rendement annoncés (3%) supposent que les fonds sont investis dans les bons du Trésor à plus long terme (plus de 10 ans vraisemblablement). Les rendements aujourd'hui des obligations du Trésor US sont de 0,94% pour les 5 ans, 2,19% pour les 10 ans et 3,53% pour les 30 ans. En réalité, la gestion prudente de nos réserves de change ne devrait pas seulement s'atteler à les placer dans les titres "sûrs" mais aussi sur des échéances qui correspondent à nos besoins. Si nous pensons avoir besoin de ces fonds dans un horizon de 5 ans, nous devons avoir une échéance moyenne de cet ordre. Le raisonnement d'acheter des titres longs seulement parce qu'ils rapportent doit être nuancé. Les échéances sont importantes. Tous les pays s'assurent que leurs investissements sont faits sur des titres dont les échéances correspondent avec leurs obligations. Dans ce cadre, il faut différencier le mode de placement de la Banque d'Algérie (BA) pour l'acquisition des bons de Trésor, car cela a un impact direct sur le rendement des titres (A. Attou). La FED généralement travaille étroitement avec des banques intermédiaires, dont la majorité des investisseurs utilise ces "financial pipelines", alors ils agissent comme intermédiaires et aussi judiciaires.

CONCLUSION DES EXPERTS

Tous ces auteurs, désintéressés, ont l'amour et le cœur en l'Algérie et ont voulu participer à ce débat au profit exclusif de l'Algérie, et souhaitent un large débat national sans exclusive sur toutes les questions stratégiques engageant l'avenir du pays. Les experts se félicitent que le gouverneur de la Banque d'Algérie ait fait acte de transparence en ce mois de septembre 2011, encore, que se posent certaines questions clefs non éclaircies posées par les experts. Le vrai débat pour le devenir de l'Algérie, qui dépasse largement l'aspect monétaire, est de relancer la sphère réelle afin de créer des emplois créateurs de valeur ajoutée, afin de diminuer les tensions sociales pour une population qui passera de 36 millions d'habitants en 2011 à 50 millions dans 25 ans, sans hydrocarbures (...), les fondamentaux étant le couple prix international/coût/énergies substituables. Et ce afin de réaliser la transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs internationales renvoyant à de profondes réformes politiques, économiques et sociales. C'est le débat essentiel et stratégique auquel se sont livrés les experts, pour un devenir meilleur de l'Algérie.

A. M.

*Professeur de sciences économiques,
expert international -
ademmetoul@gmail.com

Vous trouverez l'intégralité du débat de 11 experts sur : www.liberte-algerie.com

LIBERTÉ DE LA COMMUNICATION

C'est fou ce que la vie nous réserve comme spectres. Ils sont là, comme de mauvais esprits, toujours prêts à hanter notre existence. La menace du spectre est plurielle et omniprésente. Partout dans le monde. Seulement, il y en a qui ont plus peur que d'autres, des fantômes. Parfois, la menace est de nature intégriste, révolutionnaire, rebelle, voire même financière. De notre temps, le spectre qui plane sur le monde est un peu tout ça à la fois. C'est à croire que la planète Terre est résolument mal gérée !

À MOITIÉ PLEINE OU À MOITIÉ VIDE, LA BOUTEILLE ?

Par : **RABAH LARBI**

Comme l'Algérie est partie intégrante du monde, l'on ne pouvait qu'être concerné par tous ses chamboulements. Selon un philosophe misogyne, la terre vit sa ménopause. Mais, comme son espérance de vie est proportionnellement, beaucoup plus longue que celui d'une femme, il se passera encore du temps avant la fin... Vivement l'après-ménopause qui ouvre la voie à la vieillesse, synonyme de sagesse, dit-on !

LES GUERRES, ÇA COÛTE CHER !

En fait, toute infortune, quelle que soit sa nature, a un coût. Sa lutte coûte de l'argent et ces ressources, il faut pourtant les trouver. C'est à se demander si ce ne sont pas, finalement, tous ces nombreux "foyers" dans le monde qui ont fini par produire la crise financière que l'on connaît. Une guerre, c'est très cher ! Et quand il y en a un peu partout dans certaines régions du monde... encore plus.

D'ailleurs, les puissants ne s'en cachent plus. La crise peut s'avérer être un fructueux investissement !

Reconnaissent-ils. Certains dirigeants pyromanes y entrevoient même une sorte de sortie de crise à travers de potentielles parts de marchés, dans la reconstruction future de ces pays en combustion. Ce qui s'appelle guérir le mal par le mal. Tant que ça se passe loin... pourquoi se gêner, croit-on ! Mais, aujourd'hui, on ne sait pas encore, qui est qui. Un Etat théocratique, comme pourrait le devenir demain, la nouvelle Libye, ne fera nécessairement pas bon ménage avec sa "cible" privilégiée, d'hier... Qui joue avec le feu se brûle !

ET NOUS, DANS TOUT CELA ?

En ce qui nous concerne, les avis d'experts sont plutôt mitigés. Les uns sont alarmistes et d'autres, en l'occurrence, les voix autorisées, font dans la "zenitude". Qui a raison ? L'avenir douteux des Algériens nous le dira ! En attendant, l'on tentera de trouver quelques repaires à nos égarements économiques.

Quelle différence il y a entre une crise économique et une crise financière ? La première est, semble-t-il, liée à l'état de l'économie "réelle". Quant à la crise financière, elle touche d'abord le monde de la finance avant de se répercuter dangereusement sur l'économie "réelle".

La crise financière désigne un ensemble assez large qui inclut notamment les crises, du change, les crises bancaires et les crises boursières. Mais ce terme est aussi utilisé pour désigner les crises de la dette publique. Une crise financière peut concerner, dans un premier temps, seulement quelques pays, ou localisée dans un seul pays, mais elle peut s'étendre par contagion et devenir internationale, jusqu'à ralentir ainsi toute l'économie mondiale. Son aggravation peut conduire à des effets néfastes sur le reste de l'économie, entraînant une crise économique, voire une récession. Ces

effets sont généralement un resserrement du crédit et donc une baisse de l'investissement et, à terme, susciter une crise de confiance des ménages.

LA POLITIQUE DES DOMINOS

Le degré de confiance des ménages est étroitement lié aux fluctuations du marché du détail. Dès qu'un produit de large consommation prend son envol, c'est la chute du moral, assurée. Monsieur lambda n'a nullement besoin de se faire matraquer par des termes aussi barbares les uns que les autres. Lui, la crise financière, il l'entrevoit du fond de sa poche. Ces revenus à lui, ils ne connaissent aucune croissance. Ses indicateurs, c'est l'épicier du coin, le pompiste, ou sa quittance d'électricité qui les expose. Les ménages ont compris que la seule politique en vigueur est la politique des dominos. Une crise systémique qui correspond à un effet de dominos et par lequel la chute de l'un, entraîne la chute de l'autre. Ainsi, ces chutes en cascade menaceraient toute l'économie mondiale qui en serait affectée par effet de courroie de transmission.

Pour tenter d'y remédier, le comité de Bâle, le 3^e du genre, a traité en décembre dernier du risque systémique. Ce fut la principale préoccupation du comité de Bâle III dont les édictions ont été reprises dans la législation de tous les pays OCDE et la plupart des pays émergents. Ces exhortations contraignent les institutions financières autonomes à disposer de fonds propres suffisants pour "amortir" toute défaillance, un peu comme si l'on éloignait chaque domino pour en réduire la course et l'interrompre rapidement.

LA BOUTEILLE EST À MOITIÉ PLEINE !

Dans une situation où les crises sont à la fois complexes et multiples, une intervention coordonnée de régulateurs internationaux apparaisse alors légitime pour tous. L'idée que chacun des dépositaires et acteurs de la finance internationale s'implique de manière ordonnée, organisée et experte, s'impose. Le monde occidental n'a pas le monopole du savoir et de la compétence. L'Algérie, à titre d'exemple et en sa qualité de dépositaire de produits financiers, se doit de savoir tout ce qui entoure la gestion de ses avoirs. Et par ricochet, les Algériens. Car, demain lorsqu'il faudra payer la note, c'est à Monsieur lambda qu'on la présentera. On l'a bien fait hier... et ce n'est sûrement pas les mêmes responsables, encore en poste, qui nous contrediront ! Pour terminer sur une note optimiste quant à l'avenir financier de l'Algérie, à méditer la théorie de celui qui est présenté comme l'un des plus grands historiens de la finance. L'économiste américain Charles Kindleberger (1910-2003). Il dresse l'inventaire des crises financières depuis le XVII^e siècle dans *Une histoire de la finance*. Selon cet auteur le cycle financier se déroule en cinq phases : Essor, Engouement et emballage, Peur et désordre, Consolidation, Redressement. Pour se consoler, l'on retiendra volontiers ses deux derniers mots "Consolidation et Redressement" !

R. L.

Liberterabharbi3c@hotmail.com



PUBLICITÉ

CHRONIQUE DU TEMPS QUI PASSE

UNE NOUVELLE DE ADILA KATIA

17^e partie

Telle une ombre

RÉSUMÉ : Salima réussit à l'inquiéter. Il doit penser à leur fils qui souffre dès qu'il est loin d'eux. Faouzi se rend compte dans la chambre d'ami, que sa femme a fouillé dans ses papiers. Elle est au courant de tout. Cela lui facilite les choses...

- Salima, je voudrais qu'on parle... Celle-ci regarde furtivement son mari lorsqu'il entre dans la chambre. Occupée à changer leur petite fille, elle ne remarque pas la lettre qu'il tient à la main.
- Ça peut bien attendre cinq minutes ? réplique-t-elle tout en habillant le bébé.
- Pourquoi as-tu fouillé dans mes papiers ? l'interroge-t-il. Qu'est-ce que tu cherchais ?
- Rien en particulier. Pourquoi ? Faouzi n'apprécie pas sa façon de lui répondre. Il a l'impression qu'elle le nargue. Il sait qu'elle est au courant. Durant des années, il lui a menti. Jamais il n'a été aidé dans la construction de la villa de son frère. Il s'est occupé de la villa de son amie Kamélia.
Il la connaît depuis six ans et ce qu'ils ont partagé depuis est si fort qu'il ne peut pas imaginer, un seul instant, pouvoir vivre sans elle. Seulement, il aimait encore sa femme et la respectait. Lorsqu'il avait appris qu'elle attendait un

deuxième enfant, il s'était dit que cela l'arrangerait. Il prendrait avec lui Karim et elle gardera leur fille. Ainsi, elle ne sera pas seule...
- Tu as des secrets ?
- Tu les connais maintenant, répond-il. Et je veux en parler !
- Tu as la conscience troublée et tu veux te confesser, soupire-t-elle. Ainsi, tu seras tranquille... Qu'as-tu donc fait de mal ?
- Rien... Enfin si... Je suis tombé amoureux d'une femme, lâche-t-il d'un coup. Depuis six ans déjà...
- Pourquoi m'avoir menti ? Tu disais t'occuper de la villa de ton frère, rétorque Salima en se redressant. Alors que ton frère vit dans la précarité... Pourquoi tous ces mensonges ? Comment en as-tu la force pendant toutes ces années ?
- Je ne sais pas, avoue-t-il. Je ne voulais pas me séparer d'elle et je n'avais pas le courage de te mettre en face de la réalité, avoue-t-il. Seulement, maintenant que tu es au courant, je ne peux pas jouer la comédie ! Je n'en ai plus la force...
- Ah oui, soupire-t-elle. Et que



Dessin / Anouari

veux-tu ?
- Qu'on se sépare, répond-il. Sans cri, sans larme... Je ne veux pas d'un divorce... Je ne veux pas que les enfants souffrent...
Salima secoue la tête, les yeux pleins de larmes.
- Karim ne supportera pas. Il en souffre déjà... Dans quatre ou cinq ans, ce sera un voyou, prêt à tous les coups... Et tu dis penser à lui ? Tu ne peux trouver meilleure fuite face à tes responsabilités !
- Il est plus fort qu'il ne paraît ! Il est grand, il comprendra, se rassure Faouzi. J'en suis sûr ! Tu n'as pas

à t'inquiéter pour lui, je le prendrais avec moi !
- Comme si j'allais accepter ! rétorque-t-elle. Pars si tu veux, mais les enfants resteront avec moi ! Même s'il tient à toi, il ne supportera pas de vivre sans nous !
- Qu'est-ce que tu en sais ? Salima panique. Son fils est très attaché à son père. Elle sort de la chambre, ne voulant pas effrayer le bébé avec leurs cris. Elle va à la cuisine et se met à ranger la vaisselle du déjeuner. Ses mains tremblantes laissent tomber un verre lorsqu'il la rejoint.

- On va lui en parler, dit-il. C'est lui qui décidera !
- Non, ce n'est qu'un enfant ! Elle s'est accroupie pour ramasser les tessons de verre et s'est blessée. Elle ne s'en est pas rendu compte. Elle a le cœur brisé...

(À suivre)
A. K.

ADILAKATIA@yahoo.fr :
Vos réactions
et vos témoignages
sont les bienvenus.

RÉCIT

DE YASMINA HANANE

28^e partie

RÉSUMÉ : Dans la conversation jaillie la lumière. Hakima a pu régler son problème d'hébergement à la cité U grâce à une connaissance de son employeur. Ce dernier est heureux de constater que Dalila s'attache à elle... Un bonheur qu'il a attendu de longues années. Au moment de partir, l'enfant s'accroche aux pans de sa nouvelle amie.

Les yeux bridés de l'enfant se plissèrent et deux longues larmes mouillèrent ses joues.
- Oh ! ne pleure pas mon ange... Aller viens... Montre-moi donc ta chambre.
- Au fond du couloir, à gauche, lance Malek d'une voix étranglée. Hakima n'eut pas du tout besoin de chercher car l'enfant l'y conduisit. Elle ouvrit la porte et se retrouva dans le sanctuaire de Walt Disney.
La chambre était une merveille de décoration. Tout de rose recouverte, elle était une véritable caverne d'Ali Baba... Des jouets coûteux traînaient çà et là, des cahiers de coloriages, des crayons de couleur, des livres pour enfants...
- Ta chambre est très jolie Dalila... L'enfant la tire par le bras :
- Takima...
- Heu... Hakima... Essaie de prononcer mon nom.
- Takima... répète l'enfant tout en continuant à la tirer par le bras. Elle l'entraîne devant la bibliothèque qui faisait le coin et tendit son index vers le haut des étagères :
- "Parbie"...
Hakima comprit :
- La Barbie... Tu veux ta Barbie ? Elle prend la grande poupée aux

longs cheveux blonds et la tendit à la fillette. Mais cette dernière la lui rendit :
- Quoi ? Tu veux me l'offrir ma chérie. Oh, comme tu es gentille ! Elle s'abaisse et dépose une bise sur la joue de l'enfant :
- Nous allons conclure un marché... Je vais laisser la poupée chez-toi et tu vas me la garder... Lorsque je reviendrais nous allons jouer ensemble avec...
La fillette parut satisfaite et s'allongea de tout son long sur son lit. Elle regarde Hakima et cette dernière vint la border. L'enfant ne tarda pas alors à fermer les yeux et à s'endormir.
Hakima se lève et ressortie de la chambre sur la pointe des pieds. Dans le couloir, elle rencontre Sofiane, qui recule d'un pas à sa vue :
- Alors jeune prodige, on a peur d'une sœur aînée ?
- Je n'ai pas de sœur aînée, je suis l'aînée de la famille et le deuxième homme après mon père dans cette maison.
- Hum... Quel vaniteux tu fais ! Le jeune garçon rougit jusqu'à la racine des cheveux. Puis lance d'une voix rageuse :
- Mais vous vous prenez pour qui donc ? Vous n'êtes ni ma sœur ni ma mère, pour me faire de telles

remarques.
- Je suis certaines que ta mère n'a même pas le temps de te parler... Le problème qui se pose chez toi Sofiane, c'est que tu veux être un homme tout de suite et...
- Mais je suis déjà un homme... Dois-je encore te répéter qu'après mon père c'est...
- Ça va j'ai appris la phrase, tu es l'homme de la maison... Heu... À ma prochaine visite, je te ferai découvrir comment être un homme, il y a un beau poème d'Edward Kipling qui le décrit si bien, qu'on a l'impression que tous les hommes sur cette terre ne sont rien que des mâles.
- Gardez ces "foutaises" pour vous... Moi je n'ai ni l'âge ni le temps de lire des poèmes, et encore moins de les comprendre. Hakima s'approche de Sofiane, et ce dernier recule encore :
- Ne me touchez surtout pas. Je viens de prendre ma douche.
- Je n'ai pas la lèpre, tu sais Sofiane !
- Hein ? C'est quoi la lèpre ?
- Ah ! Ah ! Ah !... À ce que je viens te comprendre dans cet entretien tu connais tout, tu sais tout faire, et personne n'a plus rien à t'apprendre. Comment cela fait-il que tu ne connais pas la lèpre ?
- Heu... C'est un mal... ?
- Une dangereuse et très contagieuse maladie. Tu as tout de même deviné que c'est un mal... (Elle soupire) Tu es un garçon très intelligent Sofiane... Et... Je crois deviner les raisons de tes mauvais résultats à l'école...
Le garçon la contemple un moment en silence. Il était grand, et la dépassait d'une bonne tête. Mais son air de jeune premier renseignait largement sur son âge et



Dessin / Anouari

son immaturité.
- Tu as quel âge... demande-t-il à Hakima en se permettant de la tutoyer.
Hakima sourit :
- Une bonne question enfin... J'ai quatre années de plus que toi.

- Et tu veux faire mon éducation ?
- Hum... Arrogant en plus... Je ne veux pas faire ton éducation, tu es déjà un homme accompli n'est-ce pas ?...

(À suivre)
Y. H.

Y hananedz@yahoo.fr :
Vos réactions et vos témoignages sont les bienvenus.

La fille des Aurès

APRÈS LA SANCTION DU HUIS CLOS POUR LES DEUX ÉQUIPES

La JSK et le MCA critiquent la LFP

Le premier match de la saison, JSK-MCA, vient d'être sanctionné d'un match à huis clos pour les deux équipes pour jets de fumigènes. "Voilà que cela recommence alors qu'on pensait naïvement que le huis clos allait être levé car ce n'est certainement pas la solution qui pénalise beaucoup plus les clubs. Pourtant, le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, était présent au stade et a même vu que le fumigène qui a touché le joueur mouloudéen Babouche avait été malheureusement lancé du côté de la tribune latérale occupée par les supporters du MCA", nous dira le président de la JSK, Mohand-Chérif Hannachi, dont le club a décidé de faire appel. "Nous estimons que la JSK n'a pas fauté et n'a pas à payer pour une faute qu'elle n'a pas commise. Nous avons décidé d'introduire un recours en bonne et due forme et on verra", a précisé le président Hannachi.

Pour sa part, Ghrib Omar, responsable de la section football du MCA, estime que cette décision est "injuste" envers son club qui, selon lui, n'a rien à voir avec tout ce qui s'est passé à Tizi Ouzou, à l'occasion de la rencontre qui a opposé son équipe à la JSK, lors de la première journée, notamment le jet de fumigènes. "Je ne comprends absolument rien, on nous inflige une sanction



d'un match à huis clos et une amende de 50 000 DA, alors qu'on a joué à Tizi Ouzou, c'est-à-dire à l'extérieur", s'insurge-t-il. Et d'ajouter : "Déjà, on a souffert de l'arbitrage de M. Bichari face à la JSK, il nous a privés de deux penaltys flagrants. En outre, il a mentionné sur la feuille de match des jets de fumigènes de la part de nos supporters, alors qu'ils étaient très loin des tribunes. C'est de la hogra ! On a déposé un recours à la

LNF, le Mouloudia ne jouera pas le match face à l'ESS à huis clos, point barre."

En plus de cette sanction, il y a un autre problème qui se pose pour le doyen des clubs algériens : c'est la domiciliation du derby de la 4^e journée face au NAHD.

En effet, la Ligue nationale de football, par le biais de son président Mahfoud Kerbadj, a décidé

que tous les derbys se joueront au stade du 5-Juillet, alors que ce derby face au Nasria a été délocalisé au stade de Rouiba, en raison de la rencontre de l'équipe nationale face à son homologue centrafricain le 9 octobre au stade du 5-Juillet. "Il n'est pas question qu'on joue ce match à Rouiba ou dans un autre stade, les derbys se joueront au 5-Juillet. Alors, on refuse catégoriquement de disputer cette rencontre en dehors de ce stade", martèle-t-il.

"C'est absurde, ils nous ont domiciliés à Rouiba face au NAHD, sous prétexte qu'il y aura une rencontre de l'EN au 5-Juillet le 9 octobre, alors que cette joute n'a aucun enjeu, puisqu'on est déjà éliminés. En plus, la 4^e journée est programmée pour le 1^{er} octobre, alors que l'EN jouera le 9 du même mois, soit presque dix jours avant le match ; je ne vois pas où est le mal à disputer cette rencontre. Si le stade du 5-Juillet est fait pour abriter cinq ou six rencontres dans l'année, il vaut mieux le fermer et le transformer en musée", ironise Ghrib.

À noter que les camarades de Ghazi ont repris le chemin de l'entraînement hier après-midi à Hadjout, au complexe du 5-Juillet, afin de préparer la prochaine rencontre face au WAC, prévue vendredi au stade du 5-Juillet à 19h.

M. H./S. M.

NOUREDDINE BELMIHOUB, DIRECTEUR DE L'OCO

"LA NON-DOMICILIATION DE MCA-NAHD

AU 5-JUILLET A SES RAISONS"

●● Le directeur général du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, Noureddine Belmihoub, a évoqué les raisons qui l'ont poussé à refuser la domiciliation du match MC Alger-NA Hussein-Dey au stade du 5-Juillet, comptant pour la 4^e journée du championnat professionnel de Ligue 1. "Nous avons pris la décision de ne pas accueillir ce derby car il coïncide avec la tenue de la 16^e édition de la Foire internationale du livre d'Alger (Fila) (21 septembre au 1^{er} octobre), ainsi que le stage de l'équipe nationale, dont les séances d'entraînement sont prévues au 5-Juillet", a affirmé à l'APS le premier responsable du complexe olympique. Programmé pour le 1^{er} octobre prochain, le derby MCA-NAHD a été délocalisé par la Ligue de football professionnelle (LFP) vers le stade de Rouiba. "La Foire internationale du livre a été programmée il y a plus d'une année, on ne peut pas alors domicilier du jour au lendemain un derby en marge de cette manifestation culturelle, ça relève de l'impossible", a-t-il ajouté. Toutefois, Belmihoub a évoqué l'état de la pelouse du stade du 5-Juillet, qui pourrait se dégrader au cas où elle serait sollicitée excessivement. "Le terrain est une pelouse en gazon, ce n'est pas du goudron. Elle risque vraiment de se dégrader, alors que nous sommes en train de tout faire pour la maintenir en bon état", a-t-il expliqué.

HSBC ALGÉRIE SPONSOR DE L'ITTihad BOUFARIK

●● HSBC Algérie a organisé ce dimanche un sympathique cocktail au salon d'honneur de l'hôtel Hilton d'Alger pour célébrer l'accession du club de l'ittihad Boufarik en nationale une du championnat de basket pour handicapés. Le directeur général de la banque, Rachid Sekak, a remis à cette occasion un chèque de 2,8 millions de dinars au président du club. Un don accompagné de nombreux autres cadeaux et qui devrait servir à l'acquisition d'un car destiné au transport des joueurs. Cette opération de sponsoring à laquelle étaient conviés de nombreuses personnalités du monde de l'économie, du sport et de la presse nationale a été pour le premier responsable d'HSBC Algérie l'occasion de souligner l'importance des valeurs de solidarité, d'esprit d'équipe, de courage et de persévérance qu'il estime communes à l'entreprise qu'il dirige et au club qu'il a choisi d'accompagner dans son aventure sportive. Dans une ambiance détendue et très bon enfant, Allel Ait Ahmed, capitaine de l'ittihad Boufarik, et joueur chevronné au palmarès impressionnant nous a présenté une équipe caractérisée par un mélange réussi de jeunes talents et de joueurs plus expérimentés. Il nous assure que les ambitions de son équipe visent ni plus ni moins que le titre national dès cette première année de participation à la compétition en nationale une. Les club de M'sila, tenant du titre et d'El-Harrach seront ses principaux rivaux.

H. S.

LES CAS DE BOUGUERA, DAHMANE, IFOUSSA ET SAM EN VOIE DE RÈGLEMENT

LA FAF décide de faciliter la qualification des joueurs au CSC

L'affaire des joueurs du CS Constantine non qualifiés par la FAF lors de la première journée du championnat, à savoir Bouguera (Hongrie), Dahmane (Belgique), Ifoussa et Sam (Libye), est en voie de règlement, et pour cause. Dans un communiqué publié hier sur son site Internet, la FAF indique qu'elle a saisi la Fifa pour faciliter le transfert de ces joueurs.

"Devant la situation qui prévaut pour les joueurs venant de l'étranger et recrutés par des clubs algériens, le CS Constantine, CA Batna, MC Saïda et MC El-Eulma, la Fédération algérienne de football a déjà introduit à titre exceptionnel auprès des fédérations des joueurs concernés des demandes de confirmation pour activer la procédure du système de transfert et a informé

les services concernés de la Fifa de cette démarche", souligne le communiqué de la FAF. Et de préciser que "la Fédération algérienne de football rappelle à l'ensemble des clubs affiliés qu'ils sont seuls responsables des transferts des joueurs venant en Algérie ou partant à l'étranger. Les clubs sont habilités à obtenir les certificats internationaux de transfert sur leur système et à les déposer avec les dossiers de qualification des joueurs auprès de la Ligue de football professionnel". Pour rappel, la FAF avait décidé de ne pas qualifier ces quatre joueurs le week-end dernier, arguant que leurs dossiers de qualification (joueurs venant de l'étranger) ont été transmis en retard à la LFP et que la procédure de transfert (TMS) n'avait pas été maîtrisée par la direction du CSC. Ce que

réfute le CSC qui évoque "une erreur de communication de la FAF et de la LFP". Par ailleurs, dans une déclaration à Liberté, le directeur sportif des Sanafir, Mohamed Boulhabib, estime que la suspension dont il a été l'objet ainsi que son club est disproportionnée eu égard à ce qui s'est passé. "Je pense que le club n'a pas fauté pour être ainsi privé de son public, les supporters n'ont fait qu'exprimer leur mécontentement d'une manière civique sur des banderoles. La télévision, qui était présente, ainsi que l'adversaire peuvent témoigner de la sportivité de nos supporters puisqu'aucun dépassement n'a été signalé. Maintenant si on veut viser les personnes à travers le club, cela est une autre histoire", dit-il.

MAHFOUD KERBADJ

"Que chacun assume ses responsabilités !"

De son côté, le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, a estimé que le dernier mot revenait à l'OCO. "Ce n'est pas notre structure qui a décidé de ne pas domicilier cette rencontre au stade du 5-Juillet, mais c'est une décision prise par l'OCO. Maintenant, si le directeur du complexe olympique donne son feu vert pour abriter ce derby, il n'y a aucun problème de notre côté", a affirmé à l'APS Kerbadj, qui ajoute que l'OCO

à ses propres raisons qui l'ont poussé à prendre cette décision. La décision de domicilier le derby MCA-NAHD au stade de Rouiba, n'a pas été du goût des responsables du vieux club algérois, qui refusent catégoriquement de jouer dans cette enceinte. "Chacun doit prendre ses responsabilités dans ce genre de situation. Je pense que les règlements généraux sont clairs. Cela donne le droit pour la

LFP de domicilier n'importe quel match dans le stade qu'elle veut, et tous les clubs ont voté pour ses règlements y compris le MCA", a ajouté Mahfoud Kerbadj. "Je refuse de m'engager dans une polémique. À partir du moment où ce derby n'aura pas lieu au stade du 5-Juillet pour les raisons qu'on connaît tous, nous avons décidé de le programmer sur un terrain neutre, qui est celui de Rouiba, et qui sied aux deux équipes", a-t-il ajouté. Le

patron de la LFP a réaffirmé la tenue de tous les derbys cette saison au stade du 5-Juillet.

"Je confirme que tous les matches derby de cette saison, auront lieu au stade du 5-Juillet, sauf si un imprévu intervient, comme c'est le cas du match MCA-NAHD. C'est un stade qui offre toutes les conditions pour un meilleur spectacle que ce soit sur le terrain ou bien dans les tribunes".

R. S.

COUPE DE LA CAF : LA JSK S'ENVOLERA CETTE NUIT POUR LE NIGERIA

UNE CORVÉE DE PLUS POUR LES CANARIS

Avec cette série noire de cinq défaites consécutives pour cinq matchs joués en Coupe de la CAF, la JSK a certainement hâte de boucler cette semaine un challenge africain catastrophique. Et c'est pour accomplir une dernière formalité beaucoup plus administrative que compétitive que la délégation kabyle se rendra dès cette nuit vers le lointain Nigeria où l'attend certainement de pied ferme la fougueuse formation de Sunshine Stars pour un objectif tout à fait opposé, puisque les Nigériens, eux, postulent aisément pour le second billet qualificatif pour les demi-finales de l'épreuve, le premier qualifié étant déjà le Maghreb de Fès.

Pour ce faire, les Canaris sont ainsi appelés à effectuer un véritable périple intercontinental, puisqu'ils sont appelés à décoller cette nuit à 2h de l'aéroport international Houari-Boumediene sur un vol régulier Alger-Francfort de la compagnie allemande, Lufthansa, pour reprendre un second vol à la mi-journée, plus précisément à 12h35, Francfort-Abuja, et l'arrivée dans la capitale nigériane est prévue vers 18h heure locale. Les Kabyles ne seront pas au bout de leur peine puisqu'ils seront appelés encore à effectuer, semble-t-il, un dernier trajet de quelque 300 km en bus, ce qui n'est pas une sinécure, le match Sunshine Stars-JSK, étant prévu ce

samedi à 16h heure algérienne. Certes, la JSK tentera à l'occasion d'aller chercher tout au moins un précieux point pour tenter bien évidemment de sauver l'honneur, mais la mission s'avère bien difficile face à une formation nigériane très motivée car jouant crânement ses chances pour la qualification aux demi-finales de cette Coupe de la CAF. Pis encore, la JSK, qui n'a plus le cœur à jouer cette compétition, se retrouve avec plusieurs absences pour blessures et cause de suspension, et pour preuve, le coach intérimaire, Mourad Karouf, se déplacera en terre nigériane avec seulement quatorze joueurs pour tenter de limiter les dégâts et en finir au

plus vite avec une compétition qui aura, malheureusement, tourné au cauchemar.

"Il faut bien respecter l'esprit sportif et la réglementation, mais ce voyage au Nigeria est une véritable corvée. Que voulez-vous qu'on fasse sinon accomplir une simple formalité pour oublier au plus vite ce challenge malheureux. Cela ne veut pas dire que nous irons au Nigeria en touristes, mais dites-vous bien que nous jouons avec nos tripes jusqu'à la fin, même si notre effectif sera une fois de plus très diminué", devait nous déclarer, hier, le coach kabyle qui avait programmé, hier matin, une séance d'entraînement pour les

joueurs appelés à se déplacer au Nigeria puis un match amical en fin de journée (18h) face au NARB Réghaia au profit des joueurs non concernés par ce déplacement, notamment les nouvelles recrues, à savoir Metref, Hemani, Sedkaoui, Bitam et autres Mayouf qui manquent quelque peu de compétition et ont certainement besoin de matches amicaux puisque le prochain match de championnat JSK-CAB n'aura lieu que le 24 septembre à Tizi Ouzou, alors que CRB-JSK, initialement prévu ce samedi au stade du 20-Août, a été reporté et se disputera probablement le 27 septembre prochain.

MOHAMED HAOUCHINE

NUMÉROS UTILES

URGENCES MÉDICALES : 115
 - Samu 021 23.50.50 / 021.23.77.39
 - Centre antipoison 021.97.98.98
 - Sûreté de wilaya 021.73.00.73
 - Gendarmerie nationale 021.76.41.97
 - Panne gaz 021.68.44.00
 - Panne électricité Bélouizdad 021.67.24.52
 - Panne électricité Bologhine 021.70.93.93
 - Panne électricité El-Harrach 021.52.43.29
 - Panne électricité Gue de Constantine 021.83.89.49
 - Service des eaux 021.67.50.30
 - Protection civile 021.71.14.14
 - Renseignements : 19
 - Télégrammes : 13
 - Gare routière Caroubier : 021 49.71.51/021 49.71.52/021 49.71.53 021 49.71.54
 - Ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger. Personnes en difficulté ou en détresse : N° vert : 15-27

HÔPITAUX

- CHU Mustapha: 021.23.55.55
 - CHU Ait Idir : 021.97.98.00
 - CHU Ben Aknoun : 021.91.21.63 -021.91.21.65
 - CHU Beni Messous : 021.93.15.50 - 021.93.15.90
 - CHU Kouba : 021.28.33.33
 - CHU Bab El Oued : 021.96.06.06 - 021.96.07.07
 - CHU Bologhine : 021.95.82.24 021.95.85.41
 - CPMC : 021.23.66.66
 - HCA Aïn Naâdja : 021.54.05.05
 - CHU El Kettar : 021.96.48.97
 - Hôpital Tixeraine : 021.55.01.10 à 12 (standard)

COMPAGNIES AÉRIENNES

AIR ALGÉRIE
 1, place Audin 16001 Alger
 - Tél. : +213 21.74.24.28
 - +213 21.65.33.40
 Réservation : 021.68.95.05
AIGLE AZUR
 Aéroport d'Alger H - B
 - Tél. : +213 21.50.91.91
 21.50.91.91. Poste 49.31
AIR FRANCE
 Centre des affaires, (ABC) Pins Maritimes
 - Tél. : 021.98.04.04
 - Fax. : 021.98.04.43

LA VIE RELIGIEUSE

Horaires des prières 16 choul 1432
 Mercredi 14 septembre 2011
 Dohr.....12h44
 Asr.....16h16
 Maghreb.....19h01
 Icha.....20h20
Prières du matin 17 choul 1432
 Jeudi 15 septembre 2011
 Fadjr.....5h02
 Chourouk.....6h30

CANAL+

LIGUE DES CHAMPIONS

→ Ligue des champions. 1 phase. 1 journée. Groupe B. Lille (Fra) / CSKA Moscou (Rus). Dans un groupe où figurent les Italiens de l'Inter Milan, les Turcs de Trabzonspor et les Russes du CSKA Moscou, le Lille de Mickaël Landreau a semble-t-il une belle carte à jouer dans cette phase de groupes. Pour leur premier match dans la compétition, les Dogues de Rudi Garcia croisent le fer avec le CSKA Moscou de Kirill Nabakin, actuel leader du championnat russe devant le Zénith Saint-Petersbourg. Un adversaire à ne pas prendre à la légère et pour lequel il faudra certainement se montrer patient pour en débusquer les failles défensives. Prochain rendez-vous pour les Nordistes : le 27 septembre à Trabzonspor.



19H45

arte

BROWN BABIES



19H40

→ En 1945, les soldats américains s'installent en Allemagne, et nombre de jeunes Allemandes se laissent séduire. La naissance en 1946 des premiers bébés de l'occupation fait scandale, d'autant que beaucoup d'entre eux ont la peau noire. La situation embarrasse tout autant l'armée américaine que les autorités allemandes. En 1951, avec le vaste plan surnommé "Brown Babies", près de 7000 enfants sont adoptés par des couples afro-américains. Dans un pays où sévit toujours la ségrégation raciale, les nouveaux venus sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Porté par de précieux témoignages, ce documentaire retrace le destin de ces "enfants de la honte", qui ont été, toute leur vie durant, en quête de leur véritable identité.

RECHERCHE APPARTEMENT OU MAISON

→ Au sommaire : "Muriel et Dany". À Bandol, Stéphane Plaza tente de trouver une maison pour Muriel et Dany, deux quinquagénaires venus de la région parisienne. Doté d'un budget confortable, le couple n'est cependant pas facile à satisfaire car il se montre très exigeant. "Carole, José et leurs deux enfants". La famille souhaite quitter son petit appartement de Sète pour s'installer dans une maison où José, musicien professionnel, pourra répéter tranquillement. Hélas, le budget est assez limité. "Quentin, Yolène, Thomas, Charline et David". Cinq étudiants et amis d'enfance tentent l'aventure de la colocation. Pas simple pourtant de trouver un appartement avec quatre chambres et deux salles de bains en plein centre-ville de Lyon, où la demande est très forte.



19H45

france 2

AVANT-PREMIÈRES

→ Charles Aznavour, publie *D'une porte l'autre* aux éditions Don Quichotte. Après le délicieux *Caramel*, l'actrice et réalisatrice libanaise Nadine Labaki évoque la sortie de *Et maintenant, on va où ?* Jean-Michel Ribes, auteur dramatique et metteur en scène, parle de la pièce *René l'éternel*, montée au théâtre du Rond-Point, à Paris.



21H10

Quant à Frédéric Beigbeder, il parle de la publication de *Premier bilan après l'Apocalypse*, chez Grasset. Des portraits de Charles Aznavour et de Nadine Labaki et des sujets sur les éditions indigènes et sur l'exposition Hussein Chalayan aux Arts décoratifs émaillent l'émission, avant de laisser la place à Chico & The Gypsies qui assurent la partie "Live".

france 3

DES RACINES ET DES AILES

→ Pour son numéro de rentrée, Louis Laforge propose une émission spéciale, à la veille des Journées du Patrimoine en France. À cette occasion, le journaliste installe son plateau sur un bateau navigant sur la Seine. Ce voyage au fil de l'eau permet de découvrir ce fleuve, long de près de 800 km, de sa source, en Côte d'Or, jusqu'à son embouchure, à Honfleur, en passant par Paris. Si cette promenade fluviale offre un aperçu des différents visages de la Seine, elle dévoile également l'aspect plus ludique du fleuve, tantôt lieu de villégiature, de loisirs et de fête. Au sommaire : *Il était une fois la Seine*, *Les visages de la Seine* et *Loisirs en Seine*.



19H35

TF1

19H35

MENTALIST



→ Bill Sutton, un jockey, a été assassiné. Patrick Jane et l'équipe du CBI enquêtent dans le monde de l'hippisme. Rapidement, ils se retrouvent avec une longue liste de suspects. L'ancienne fiancée du défunt est elle-même sur la sellette : elle l'aurait en effet quitté à cause de son comportement violent. Les investigateurs s'intéressent également à un autre jockey, qui a souffert de graves blessures suite à un accident causé par Bill et qui, maintenant que le jockey est mort, récupère ses chevaux. Il y a aussi cet escroc qui monnaie des informations sur les courses avec les parieurs, un homme que Jane a également dans le collimateur...

LIBERTE

Quotidien national d'information - Édité par la SARL - SAEC - Capital 463 000 000 DA
 Siège social : 37, rue Larbi-Ben M'Hidi - Alger BP. 178 Alger-Gare

Directeur de la Publication-Gérant : Abrous Outoudert
 e-mail : abrousliberte@gmail.com
 Directeur de la rédaction : Mounir Boudjema

DIRECTION ET RÉDACTION
 Lotissement Ezzitoune n° 15 Oued Roumane- El Achour - Alger
 Tél. : (021) 30 78 47/ 48/ 49 (lignes groupées)
 Fax (021) 31 09 09 (direction générale) - Fax : 021 30 78 70 (rédaction)

PUBLICITÉ
 Siège Liberté Tél. : (021) 30 78 97 / Fax : (021) 30 78 99
 ANEP 1, avenue Pasteur - Alger
 Tél. : (021) 73 76 78 / 73 71 28 Fax : 021 73 95 59

BUREAUX RÉGIONAUX

<p>ANNABA 26, rue Mohamed-Khemisti Tél / Fax : (038) 86 75 68</p>	<p>ORAN 26, rue de Nancy (derrière le consulat de Russie) Fax : (041) 39 21 99 Tél. : (041) 39 21 93</p>	<p>BLIDA 79, boulevard Larbi-Tébessi Tél. : (025) 40 84 84 Fax : (025) 40 85 85</p>	<p>Fax : (026) 22 83 83 Saim-Djillali Tél. / Fax : (046) 41 66 92</p>	<p>TLEMCEM Rédaction - Publicité 17, rue Naïmi-Rabah, Beau-séjour, Tél. / Fax : (043) 20 70 70</p>	<p>PAO SARL - SAEC IMPRESSION ALDP - Simprex - Enimpor - SIA-SUD DIFFUSION Centre : Liberté : 021 87 77 50 Ouest : Liberté - Est : Sodipresse Sud : Sarl TDS : 0661 24 209 10 Agence BDL 1 rue, Ali Boumendjel 16001 (Alger) CB : 005 00107 400 229581020 Les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.</p>
<p>CONSTANTINE 36, avenue Aouati-Mostéfa Rédaction : Tél. : (031) 91 20 39 Tél./ Fax : (031) 91 23 71 Publicité : 39, avenue Aouati-Mostéfa Tél. : (031) 92 24 50 Tél./ Fax : (031) 92 24 51</p>	<p>MASCARA Maison de la Presse : Rue Senouci Habib - Mascara Tél. / Fax : (045) 80 36 85</p>	<p>BOUMERDÈS 63/1, boulevard de l'Indépendance Tél. / Fax : (024) 81 47 91</p>	<p>BOUIRA Cité de la Gare - Bt n°2 - Appt n°13 Tél. / Fax : (026) 94 12 88</p>	<p>CHLEF CIA des Fonctionnaires Bt C cage M n°03 Tél. / Fax : (027) 77 00 17</p>	<p>SIDI BEL-ABBÈS Immeuble Le Garden (face au jardin public) Tél./Fax : (048) 65 16 45</p>
		<p>TIZI OUZOU Bâtiment Bleu - cage C 2e étage Tél. : (026) 22 67 13</p>	<p>BÉJAÏA Route des Aurès Bt B - Appt n°2 - 1er étage Tél. / Fax : (034) 21 24 09</p>	<p>OUM EL-BOUAGHI Cité 1000-Logements (NASR) Tél./Fax : (032) 41 12 59</p>	<p>SETIF 9, rue Colonel Amirouche. Tél/fax : 036 84 33 44</p>
			<p>TIARET Maison de la presse</p>		



CONTRECHAMP

L'impossible réforme : la démonstration du Conseil des ministres

PAR M. HAMMOUCHE

En s'engageant sur des réformes "approfondies", le pouvoir s'est embarqué dans une drôle de galère. D'autant qu'il semble en avoir fait sa carte de visite, celle qui lui permet de ne pas être traité en dictature résiduelle d'Afrique du Nord.

Par les temps qui courent, on ne peut appeler réformes n'importe quelle retouche à une législation qui fonde l'arbitraire, si tant est que la législation devienne, par on ne sait quel miracle, contraignante pour le pouvoir. Jusqu'ici, la loi existait aussi : mais, qui peut dire par quel mystérieux circuit s'octroyait un agrément de publication ou se refusait l'homologation d'un parti politique ?

Le pouvoir est donc en train de concevoir des réformes, son Parlement devra les enrichir ; il devra ensuite les mettre en œuvre sous le contrôle de sa justice. Cela fait beaucoup d'institutions dont le fonctionnement démocratique et l'attribut d'indépendance sont établis !

Quant à l'essence démocratique de ses réformes, l'Exécutif qui, en toute circonstance, ne manque jamais de revendiquer ses réalisations, s'en lave les mains : les projets de loi en cours de finalisation sont présentés comme inspirés des "propositions pertinentes" des partis et personnalités consultés ou ayant déposé des avis écrits. Le gouvernement se met, par là, en position de faire partager la parenté des réformes aux représentants de la classe politique et de la société civile consultés.

Le laborieux Conseil des ministres qui vient d'entériner les projets de texte sur l'information, les partis et les associations démontre l'hésitation d'un gouvernement qui, loin d'être résolu dans sa volonté de

réforme, patine à s'accorder avec lui-même. Non pas que les conditions de l'exercice des droits politiques, civiques et du droit à l'information demandent à être réinventés, mais certainement parce que le pouvoir n'a pas encore résolu la question de la dose d'ouverture qui lui permettrait de présenter ses réformes comme conformes au standard des avancées démocratiques attendues.

Le statu quo dans le traitement des partis politiques et des associations renvoie l'organisation de la vie politique au sur-place. Avant l'avènement de l'État de droit, c'est-à-dire l'État où le pouvoir n'est pas au-dessus de la loi et où la justice est indépendante, le pouvoir pense rassurer sur la liberté d'association en instituant, pour les initiateurs de partis politiques, le recours au Conseil d'État. Si le monopole de publicité institutionnelle n'est pas préalablement démantelé, la libération légale de l'exercice de la presse écrite est annulée par la répartition politique du budget de promotion des institutions et des entreprises publiques.

L'irrésolution réformatrice apparaît nettement dans l'ajournement de la question cruciale de l'ouverture de l'espace audiovisuel en attendant une "loi spécifique" : le niveau d'ouverture toléré n'était pas présentable et le niveau présentable ne pouvait être exhibé comme l'expression de l'ouverture prônée.

La lourdeur dans la conduite des réformes et la timidité qu'on peut lire dans les éléments de réforme rendus publics confirment l'impossibilité structurelle de réformes conduites de l'intérieur en Algérie : il en va de la survie du régime et de l'existence du système.

musthammouche@yahoo.fr

M. H.

ADEKAR (BÉJAÏA)

Les citoyens ferment les sièges de l'APC et de la daïra

Les sièges des collectivités locales à Adekar (APC et daïra) ont été fermés, hier, par des centaines de citoyens de la région qui ont tenu ensuite un sit-in devant les deux édifices publics. À bout de patience, après de multiples actions de rue et de correspondances restées sans suite, les représentants du mouvement associatif et des comités de village de la région ont été contraints d'investir en masse la rue pour se faire entendre. Dans leur déclaration appelant à ce rassemblement, les rédacteurs ont noté que "la commune d'Adekar, chef-lieu de daïra, végète dans le

sous-développement". Pis, ils ont estimé "qu'économiquement, socialement et culturellement", leur localité s'enfonce dans "la misère". Cette situation est due, a-t-on expliqué, au fait que les autorités locales, censées impulser une dynamique de développement, font preuve au contraire "d'une carence manifeste". Avant de poursuivre : "Las des promesses jamais honorées et des engagements sans cesse reniés." Alors ils ont décidé de réagir. Les revendications exprimées sont le raccordement au gaz de ville ; l'équité dans la répartition des moyens entre les villages.

L. OUBIRA



VOTRE MÉTÉO DU JOUR

PAR CHEIKH FERHAT



Prédominance du soleil sur l'ensemble du pays, probabilité de formation orageuse sur les Hauts-Plateaux en fin de journée. Des cellules orageuses isolées sur les massifs montagneux du Hoggar-Tassili ainsi que sur l'extrême-sud du pays. Des vents modérés parfois assez forts engendrant de la chasse-sable et une mauvaise visibilité sur le Sahara central. Les températures stationnaires et de saison.

TEMPÉRATURES MAXIMUM PRÉVUES

30° à Alger, Béjaïa
31° à Oran, Mostaganem, Sétif, Souk-Ahras, Constantine, Batna

28° à Annaba, Skikda, Jijel
32° à Tiaret, El-Bayadh, Djelfa, Bouira
33° à Naâma, Tizi Ouzou, Tlemcen, Tébessa, Guelma, Saïda
34° à Chlef, Mascara, Sidi Bel-Abbès, Tamanrasset
36° à Laghouat, Djanet
41° à El-Oued, Biskra, Ghardaïa, Tindouf, Béchar
44° à Adrar, In Salah, Tindouf, Illizi, Ouargla
42° à Bordj Badji-Mokhtar, Tin Zaouatine

ÉPHÉMÉRIDE

Lever et coucher du soleil à Alger : 6h29 et 18h57

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

www.liberte-algerie.com

GESTION DE L'EAU À ALGER

SEAL OBTIENT UN NOUVEAU CONTRAT

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) a obtenu un deuxième contrat de gestion de l'eau et de l'assainissement de la ville d'Alger, a annoncé, hier à Mascara, le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal. Ce contrat est d'une durée de cinq années pour un montant équivalent à environ 107 millions d'euros.

DILEM

alidilem@hotmail.com

OUVERTURE DU CHAMP AUDIOVISUEL



PUBLICITÉ

UN ALGÉRIEN MEURT DANS DES VIOLENCES AU STADE EL-MENZAH DE TUNIS

Un Algérien est mort et des dizaines de personnes ont été blessées dans des violences dimanche au stade El-Menzah de Tunis en marge d'un match de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), a annoncé hier le ministère tunisien de l'Intérieur. "Il y a eu un mort, un homme de nationalité algérienne", a déclaré le porte-parole du ministère, Hichem Meddeb, lors du point de presse du gouvernement, sans pré-

ciser les circonstances du décès. "Un nombre important de personnes ont été blessées lors des affrontements, et 46 personnes ont été arrêtées et placées en garde à vue", a-t-il ajouté.

Les violences avaient éclaté pendant la rencontre opposant le Club africain de Tunis à la formation ivoirienne de l'Asec Mimosas (1-0) pour la cinquième et avant-dernière journée de la phase des poules de la Coupe de la

Confédération africaine de football (CAF). Au bout d'un quart d'heure, l'arbitre avait dû arrêter le match, en raison de fumigènes lancés sur le terrain. Le jeu avait repris après l'intervention des forces de l'ordre. La veille, des heurts avaient également opposé des supporters lors de la rencontre entre l'Espérance de Tunis et le Mouloudia d'Alger en Ligue des champions d'Afrique (groupe B).

PUBLICITÉ